

# PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.  
ÉTRANGER : 5 fr.

## ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.  
ÉTRANGER .... 50 francs.

Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du



## CAUCASE

Géorgie  
Azerbaïdjan  
Caucase du Nord

*de l'UKRAINE et du TURKESTAN*

Directeur : Georges GVAZAWA



## SOMMAIRE

|                                                                     |                                         |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| La Russie et la Conférence du Désarmement.....                      | ***                                     |
| La Géorgie devant le monde .....                                    | E. DE FRÉMERY                           |
| L'Ukraine à la Conférence du Désarmement .....                      | A. CHOULGUINE                           |
| La conception de l'idée nationale:.....                             | D <sup>r</sup> MIR                      |
| La création d'un Etat.....                                          | Stanislas SIEDLECKI<br><i>Sénateur.</i> |
| La lutte des Montagnards du Caucase pour leur<br>indépendance ..... | I. TCHOULIX                             |
| Au Turkestan .....                                                  | M. T.                                   |
| Sur le front du naphte azerbaïdjanien .....                         | H. SABIT                                |
| En Azerbaïdjan.....                                                 | AZERI                                   |
| Le mouvement antibolchevik en Géorgie.....                          | ***                                     |
| La Cosaquie libre .....                                             | M.                                      |

## CHRONIQUE

---

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16<sup>e</sup>)

---



# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## La Russie et la Conférence du désarmement

La Russie soviétique a daigné envoyer des délégués à la Conférence pour la limitation et la réduction des armements. Elle y a proposé même des solutions.

Le geste est beau mais pour avoir une juste idée de sa valeur morale et politique, il est nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur la situation générale de la Russie elle-même.

\*\*\*

La Russie n'est pas un Etat. C'est un continent avec autant de nations qu'il en existe en Europe. C'est dire qu'il n'y aura de paix aussi longtemps que ces nations resteront sous la domination de la dictature moscovite.

L'expansion territoriale de la Russie qui, partie d'une petite principauté appelée « Moscovie », a d'un bond réussi à atteindre le Pacifique et à menacer sérieusement les Détroits Turcs et le Golfe Persique, ne pouvait s'accomplir que dans une période d'isolement des peuples et à une époque où régnait le droit du plus fort.

Cette période est passée. De nos jours, l'étendue territoriale de la Russie englobant la sixième partie de la terre et tant de nations ayant pleinement confiance de leur unité nationale, présente quelque anomalie, une formation d'Etat morbide qui pèse lourdement sur l'équilibre politique et économique de l'Europe et entrave son évolution normale.

Le Caucase occupé dans cette formation d'Etat une place particulière. Les peuples du Caucase ont été libres de tout temps et indépendants. Il a fallu tout un siècle d'efforts militaires et de ruses diplomatiques, avec violation des traités solennellement conclus, pour que la Russie arrivât à briser leur résistance et à leur imposer sa domination. Il était donc tout naturel qu'au cours de la Grande Guerre, le Caucase se détachât de la Russie. Tout comme les peuples rivaux jadis à l'Empire Ottoman et à l'Empire Austro-Hongrois, les peuples du Caucase formèrent leurs Etats indépendants et emboîtèrent le pas à la démocratie européenne.

Est-il possible dans ces conditions de tracer une ligne artificielle entre les peuples de l'Europe récemment affranchis et les peuples brisés et subjugués de nouveau par l'agression soviétique ? Non, ce serait une criante injustice ; un retour au moyen-âge aussi bien qu'une menace perpétuelle pour la paix et la civilisation.

L'idée de liberté nationale, tel un nouveau Neptune, remue et soulève les vagues de l'océan humain dans toute l'Asie. Elles déferlent sur tout le Caucase.



Si abandonnés, si oubliés que soient les peuples du Caucase : la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Circassie, ils n'en continuent pas moins depuis l'invasion jusqu'à nos jours une lutte acharnée contre les envahisseurs moscovites.

La guerre gronde dans toutes les parties de l'Union Soviétique.

Mais M. Litvinoff, délégué du Gouvernement de Moscou, n'a pas craint de déclarer : « Dès les premiers jours de son existence, a-t-il dit à la séance plénière de la Conférence, le Gouvernement soviétique a condamné la guerre en tant qu'instrument de politique nationale non seulement en paroles mais en actes. Il s'est déclaré contre les annexions territoriales, contre l'oppression de certains peuples par d'autres. Il n'a jamais vu et ne voit pas la nécessité dans l'entretien d'une force armée quelconque. »

Il paraîtrait, d'après le délégué de Moscou, que l'invasion et l'occupation de la Géorgie par l'armée rouge, en violation du traité dûment conclu, n'est pas un acte d'agression, que l'occupation de l'Azerbaïdjan n'est pas une annexion territoriale, pas plus que la spoliation de la Circassie n'est l'oppression d'un peuple par un autre.

Le fracas des batailles qui se livrent dans tout le Caucase et dont le bruit nous arrive chaque jour plus puissant, est un démenti formel à cette assertion mensongère. Si le Gouvernement de Moscou « n'a jamais vu et ne voit pas la nécessité dans l'entretien d'une force armée », rien n'est plus facile de le prouver au monde « non en paroles mais par des actes », en évacuant le Caucase qu'il occupe en dépit de tout droit et en rétablissant ainsi la souveraineté des peuples dont il a détruit l'indépendance universellement reconnue.



Mais il ne s'agit pas seulement de revendications de peuples victimes de l'agression soviétique.

C'est la paix du monde qui est en jeu.

On n'ignore pas le but suprême du Gouvernement de Moscou. La conquête de l'Empire Russe par les Bolcheviks étant considérée comme une étape dans la marche triomphale du bolchevisme, les dirigeants de Moscou préparent maintenant un coup décisif pour la conquête du monde entier. La méthode et les moyens de cette conquête sont depuis longtemps minutieusement étudiés et arrêtés. Ils comportent :

1° Une *propagande* organisée, subventionnée et dirigée par le Komintern dont les ramifications couvrent d'un réseau formidable le monde entier. Elle s'attaque à tous les rouages de l'Etat, elle prêche la désobéissance dans l'armée, la grève dans les usines, la révolte dans les colonies et elle ébranle ainsi toutes les assises nationales et sociales de l'Europe.

2° Un *plan quinquennal* qui n'est qu'une réorganisation de l'industrie et de l'économie rurale en vue d'un conflit international et qu'une adaptation de toutes les forces productrices aux besoins du temps de guerre.

3° Une *force armée* qui est considérée, non sans raison, comme la garantie la plus sûre de la victoire finale. La Russie, en effet, est actuellement le pays le plus armé du monde. Elle possède une armée régulière de 800.000 soldats et des réserves dont le nombre dépasse de toute évidence 10.000.000 d'hommes. Toutes ces forces munies abondamment d'armes et de munitions sont mobilisables à tout instant. Qu'on ne se berne pas de l'espoir qu'elles ne possèdent point d'instruction militaire suffisante. Les hordes d'Attila n'en avaient pas non plus.

4° Des *ressources financières* où le Caucase avec ses richesses naturelles (pétrole, manganèse, coton, etc.) joue un rôle primordial et exclusif. On peut



dire sans crainte d'être démenti que toute la base matérielle de la politique agressive des Soviets se trouve au Caucase.

\*\*\*

De tout ce qui précède, la conclusion suivante s'impose : le désarmement *reel* est une question de vie et de mort pour l'empire soviétique. La démagogie de M. Litvinov n'y peut rien changer. Le Gouvernement de Moscou est obligé d'entretenir une puissante armée parce qu'il s'est placé lui-même dans une situation inextricable : il doit être toujours prêt à envahir l'Europe qui barre la route à ses visées révolutionnaires et, en même temps, il doit tenir tête aux assauts des peuples qu'il opprime et qui, avec son désarmement, se constitueront immédiatement en état indépendants.

Voilà pourquoi le désarmement réel de la Russie soviétique ne se conçoit pas et ne peut être réalisé autrement que par l'affranchissement des peuples opprimés, particulièrement des peuples du Caucase.

Les peuples du Caucase sont unis. Cette union a été scellée sur les champs de bataille. Elle s'achemine vers la création d'un Etat confédéré du Caucase. Il faut que l'opinion publique en soit informée et pénétrée, il faut qu'elle sache tout ce qui se passe dans l'isthme du Caucase, dans ce carrefour des deux continents qui commande l'avenir de l'Est européen et peut-être de toute l'Asie.

\*\*\*

## LA GÉORGIE DEVANT LE MONDE

*Sous ce titre, M. Emile de Frémery, dans le dernier numéro de la Revue Diplomatique, consacre un émouvant article à la question géorgienne.*

*Au moment où une grande conférence internationale, réunie à Genève, est appelée à examiner, ne fût-ce qu'au point de vue militaire, la situation générale de l'U.R.S.S. et celle qui s'est créée au Caucase du fait de l'invasion soviétique, l'article de M. Emile de Frémery acquiert une importance particulière.*

*Nous sommes heureux de le mettre sous les yeux de nos lecteurs.*

Un des héroïques peuples du Caucase subjugués par la Russie, le peuple géorgien, ne cesse de revendiquer sa place à la Société des Nations. Il la réclame, du fait même qu'il a constitué durant des siècles un Etat souverain, dont l'indépendance ne fut abolie que par la force; il la réclame au nom du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, droit qui a triomphé, mais pas pour tous, dans les traités qui ont réglé le statut international des Etats issus du démembrement des empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie.

L'écroulement du trône des tsars a eu, en effet, pour résultat de libérer plusieurs petits Etats dont l'indépendance avait été confisquée par leur puissant voisin; mais d'autres, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Turkestan, un moment affranchis, sont retombés sous un joug plus dur que jamais.

Nous ne voulons aujourd'hui que considérer la situation de la Géorgie au point de vue du droit international.

Sans feuilleter des annales millénaires, bornons-nous à rappeler que



la Géorgie, complètement épuisée par des guerres successives contre les Turcs et les Perses, conclut à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle un traité de protection et d'alliance avec la Russie. Cet instrument diplomatique fut signé le 24 juillet 1783 par Catherine II, impératrice de Russie, et Irakly II, roi de Géorgie. Mais il ne devait pas tarder à être déchiré avec la mauvaise foi la plus insigne : le 12 septembre 1801, un manifeste de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> proclamait l'annexion de la Géorgie à la Russie. On sait avec quelle énergie farouche le peuple géorgien luttait pour recouvrer sa liberté.

La violation du droit des gens que constituait le manifeste de 1801, souleva des protestations, notamment de la France et de l'Angleterre. Et des représentants du peuple géorgien firent entendre ses revendications à la Conférence de La Haye en 1907.

L'effondrement de la Russie devait permettre à ce malheureux peuple opprimé de faire entendre sa voix. Son indépendance, proclamée par le Conseil national le 26 mai 1918, fut confirmée par l'Assemblée constituante le 12 mars 1919. Reconnue de fait le 11 janvier 1920 par le Conseil suprême de la Conférence de Versailles, elle l'était de jure par le même Conseil le 27 janvier 1921. En faisant part de cette décision à M. Gueguetchkori, ministre des Affaires étrangères de Géorgie, M. Aristide Briand, Président du Conseil, et Président du Conseil Suprême, lui disait :

« Les puissances alliées sont heureuses de pouvoir témoigner ainsi à nouveau de la sympathie avec laquelle elles ont suivi les efforts du peuple géorgien vers l'indépendance et de l'admiration que leur inspire l'œuvre qu'il a déjà accomplie. »

En dehors des cinq puissances du Conseil Suprême (France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Japon), l'indépendance de la Géorgie fut reconnue *de jure* par plusieurs Etats, au premier rang desquels il convient de citer la Pologne et la Roumanie.

Le Gouvernement des Soviets avait été le premier à reconnaître *de jure* la Géorgie, dans un traité politique du 7 mai 1920 dont l'article stipule :

« Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe, de disposer d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens. »

Il serait impossible de reconnaître un Etat en termes plus explicites, et de consentir d'une manière plus solennelle l'abandon de souveraineté. Cependant, exaspérés par la reconnaissance de la Géorgie par le Conseil Suprême (27 janvier 1921), les Soviets foulant aux pieds le traité qu'ils avaient signé, envahissaient la Géorgie quinze jours après, le 11 février 1921. Après une résistance acharnée du peuple géorgien qui dura cinq semaines, les armées rouges occupèrent son territoire le 20 mars 1921.

Cette violation flagrante du droit provoqua la réprobation du monde entier. La première protestation émane du Conseil Municipal de Paris qui, sur la proposition de M. Frédéric Brunet, député, ancien sous-secrétaire d'Etat, adopta une résolution vibrante d'indignation.

Le 25 février 1921, le ministre plénipotentiaire de Géorgie à Paris présentait ses lettres de créance à M. Alexandre Millerand, Président de la République. Depuis cette date, la légation de Géorgie existe régulièrement



à Paris. Ce fait seul suffit à établir que la France ne reconnaît pas l'occupation de la Géorgie par les troupes soviétiques.

Au surplus, que l'on veuille bien examiner les termes du télégramme où M. Edouard Herriot, Président du Conseil, reconnaissait, à la date du 28 octobre 1924, le gouvernement de l'U.R.S.S. En dehors de la réserve générale (reconnaissance *de jure* « comme gouvernement des territoires de l'ancien empire russe, où son autorité est acceptée par les habitants »), il était fait une réserve spéciale pour la Géorgie et la Bessarabie, stipulant que cette reconnaissance « ne saurait porter atteinte à aucun des engagements pris ».

A la Conférence de Gênes, les Soviets auraient voulu faire admettre qu'ils représentaient non seulement la Russie, mais encore les Etats occupés.

M. Outrey, député de la Cochinchine, repoussait cette thèse, en posant à M. Poincaré la question suivante : « Les Soviets ont émis la prétention d'ajouter à la liste de leurs délégués pour la Russie proprement dite, des délégués pour représenter les Etats du Caucase, sous prétexte qu'ils les occupaient. »

La réponse du Président du Conseil fut catégorique :

« Il va sans dire que, du moment où la Géorgie, reconnue *de jure*, n'a pu être admise à la Conférence de Gênes, à plus forte raison nous estimons, et nous l'avons nettement déclaré, que la Russie n'a pas le droit d'y représenter elle-même les Etats qu'elle a envahis et qu'elle occupe par la violence. »

Et M. Edouard Herriot, prenant la défense des Géorgiens avec toute son éloquence, s'exprimait ainsi :

« La souveraineté de la Géorgie a été formellement reconnue par les puissances alliées. Elle a été reconnue d'autre part par le gouvernement russe lui-même en vertu d'un traité fort précis.

« Je demande à M. le Président du Conseil de bien vouloir déclarer que son Gouvernement demeure attaché à la cause de cette indépendance. Le disant au nom de la France qui a déjà agi pour l'indépendance de la Pologne et des Tchèques, il nous permettra de faire parvenir un espoir à un malheureux peuple opprimé. »

M. Poincaré répondit :

« L'honorable M. Herriot n'a fait qu'exprimer la pensée du Gouvernement lui-même, telle qu'elle a été plusieurs fois déjà exprimée à l'Etat de Géorgie. Ce Gouvernement possède d'ailleurs à Paris un représentant et ce représentant a accès au ministère des Affaires étrangères. » (*Journal Officiel*, 2 avril 1922, pp. 1357, 1359-1360.)

Deux mois après, la question fut de nouveau agitée à la Chambre. Le Président du Conseil, dans les instructions données au Président de la Délégation française à Gênes, M. Louis Barthou, sénateur, ancien Président du Conseil, avait spécifié que les délégués de Moscou et les agents du gouvernement des Soviets à Tiflis ne pourraient être considérés comme représentants de la Géorgie. Les autres délégations adoptèrent ce point de vue. En conséquence, les tentatives de M. Tchitcherine, commissaire aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S., de se faire admettre à la Conférence de Gênes comme délégué de la Géorgie, échouèrent.



Les instructions de M. Poincaré à M. Barthou furent lues à la Chambre par le Président du Conseil, qui déclara :

« Le Gouvernement français qui, avec les autres gouvernements alliés, a reconnu l'ancien gouvernement géorgien, comme gouvernement *de jure*, ne saurait d'ailleurs admettre de traiter aujourd'hui une question de cette nature avec les représentants du pouvoir de fait qui a chassé de Géorgie le gouvernement régulier. » (*Journal Officiel*, 2 juin 1922, p. 1643.)

A la Conférence de Lausanne (1922-23), la Délégation russe renouvela la même manœuvre, sans plus de succès. Mieux encore, et à la demande expresse de la Délégation russe, il fut fait mention de la Géorgie et de l'Ukraine dans les procès-verbaux de la Conférence, M. Massigli, secrétaire général de celle-ci, disait à ce sujet, dans une lettre adressée le 21 décembre 1922 à M. André Sabine, secrétaire de la Délégation russe :

« Si, à la suite du nom de vos délégués, la mention « Russie » a été insérée, c'est que la Russie seule a été officiellement invitée à la Conférence. Après consultation avec les Présidents de la Conférence, j'ai cependant l'honneur de vous faire connaître qu'il sera tenu compte de votre désir, sans que la substitution des mots « Russie, Ukraine, Géorgie » au mot « Russie » dans les procès-verbaux définitifs puisse être, à aucun égard, considérée comme impliquant que l'Ukraine et la Géorgie sont valablement représentées à la Conférence. »

Ainsi, étaient nettement sauvegardés les droits imprescriptibles de l'Ukraine et de la Géorgie, les deux vaillantes nations qui, un instant sorties du tombeau, entendent bien secouer le linceul où les Soviets tentent de les ensevelir. Leur droit à l'indépendance, s'il n'est pas consacré comme pour la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie, n'en subsiste pas moins. L'âme des nations est éternelle et se réveille tôt ou tard en de sublimes sursauts.

La Géorgie, après avoir été défendue par des hommes tels que MM. Poincaré, Herriot et Outrey, a eu encore la bonne fortune de voir sa cause plaidée à Genève par l'une des voix les plus éloquentes de notre pays.

Sur l'initiative de M. Paul-Boncour, représentant de la France, la 5<sup>e</sup> Assemblée de la Société des Nations, en 1924, revint sur la question géorgienne et vota à l'unanimité la résolution suivante, proposée par les délégations française, britannique et belge.

« La résolution de 1922 étant acquise, il est permis d'y ajouter l'espoir que les Gouvernements des Etats membres de la Société pourront assister éventuellement le Conseil, soit en lui fournissant des informations, soit en lui prêtant, dans la mesure où le permettraient les circonstances, le concours de leur influence pacificatrice. »

Il appartient donc à la Société des Nations de rendre à la vie l'Ukraine et la Géorgie. Tout un passé de vaillance et d'honneur vaut que le monde civilisé se penche sur leur misère présente pour y mettre un terme.

Emile DE FRÉMERY,

Avocat à la Cour.





## *L'Ukraine et la Conférence du désarmement*

*M. Alexandre CHOULGUINE, Chef de la Mission Ukrainienne en France, ancien Représentant de la République Démocratique Ukrainienne auprès de la Société des Nations, a adressé, le 12 février 1932, à S. E. M. Henderson, Président de la Conférence Internationale pour la limitation et la réduction des Armements, la lettre suivante :*

Monsieur le Président,

Parmi les Nations qui siègent sous votre présidence à la Conférence pour la limitation et la réduction des armements, l'Ukraine ne figure pas. Elle n'est pas d'ailleurs la seule qui soit absente à cette Conférence si importante : toutes les Nations autrefois libres et indépendantes qui sont actuellement assujetties par la Russie soviétique ne sont représentées officiellement à Genève que par ceux dont les troupes ont occupé leurs pays, c'est-à-dire par la délégation de l'U.R.S.S.

Tout en protestant contre cette usurpation des droits de la nation ukrainienne, j'ai l'honneur de présenter à votre Excellence le point de vue du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne se trouvant en exil ainsi que celui de tous les patriotes ukrainiens sur le problème du désarmement.

Nous nous réjouissons du grand effort qui est fait pour la limitation et la réduction des armements. Nous espérons que la réussite de la Conférence contribuera non seulement à l'apaisement général, mais à la pacification véritable de l'Europe occidentale et centrale.

Nous espérons également que la paix sincère et définitive parmi les grandes nations européennes posera enfin à l'ordre du jour de la vie internationale le problème de l'Ukraine ainsi que celui des autres peuples opprimés par la Russie soviétique. D'autant plus nous saluons l'heureuse initiative de renforcer l'autorité de la Société des Nations, en constituant une force internationale pour diriger le monde entier vers la paix et la justice.

C'est dans cet esprit que nous croyons de notre devoir d'attirer l'attention de la Conférence, dont votre Excellence est le Président, sur la menace à la paix qui vient du côté de l'U.R.S.S., de ceux qui sont actuellement les occupants de notre pays. Cette menace est d'autant plus grande, que la délégation de l'U.R.S.S. à Genève ainsi que toute la diplomatie actuelle de l'Union soviétique tâchent d'assoupir la vigilance de la Conférence et des Puissances qui y sont représentées, en présentant sa politique comme absolument pacifique. Mais si la délégation de l'U.R.S.S. insiste sur le désarmement intégral de toutes les Nations, nous considérons cette proposition comme un acte purement démagogique. Il faut chercher les origines du « pacifisme » actuel de l'U.R.S.S., d'une part dans les grandes difficultés intérieures, d'autre part dans le désir d'éviter la guerre jusqu'à l'accomplissement de son plan quinquennal.

Mais le véritable but de l'U.R.S.S., du Parti Communiste et de la III<sup>e</sup> Internationale reste le même : c'est la Révolution mondiale pour la



réalisation de laquelle la guerre a été depuis toujours considérée comme le meilleur moyen par tous les bolcheviks, en commençant par Lénine. D'après les idéologues bolcheviks, cette guerre entre les Nations se transformerait, grâce aux méthodes des communistes, en guerre civile. Tout donne à croire que le Gouvernement soviétique n'a aucune tendance à désarmer, que, tout au contraire, il se prépare toujours pour une grande guerre dont le but serait de transformer la face du monde.

Au pacifisme diplomatique et verbal de la délégation de l'U.R.S.S. nous devons opposer des faits contraires. Rappelons donc que c'est avec ce même air pacifique que la Russie soviétique a occupé militairement l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord, le Turkestan, etc.

Après avoir reconnu l'indépendance de l'Ukraine, les dirigeants de Moscou ont organisé le soi-disant Gouvernement soviétique d'Ukraine et, au nom de ce « Gouvernement », ils ont jeté sur l'Ukraine leurs troupes qui devaient conquérir le pays. Rappelons également toute une série d'insurrections communistes qui eurent lieu en Europe et aux Colonies et où l'aide puissante de Moscou est évidente. Nous ne nommerons ici que l'insurrection des spartakistes en Allemagne, les troubles en Autriche, l'avènement au pouvoir de Bela-Kuhn en Hongrie, les attentats sanglants en Bulgarie, l'effervescence communiste en Esthonie, sans parler de la propagande systématique menée par les agents de Moscou dans toutes les armées étrangères et surtout aux colonies, où de nombreuses insurrections ont été organisées, toujours avec le concours puissant de Moscou.

Rappelons encore les discours prononcés par les chefs de l'U.R.S.S. et surtout par le Commissaire de la guerre, M. Vorochilov, à l'occasion de différentes fêtes soviétiques. Il existe également en U.R.S.S. un grand nombre d'ouvrages, consacrés à l'étude et à l'enseignement de la propagande à l'arrière de l'ennemi; cette propagande étant considérée comme le meilleur soutien de l'armée rouge. En outre, les livres mentionnés s'occupent du problème de l'organisation de la guerre civile et des insurrections dans les pays dits capitalistes. Des chaires spéciales ayant trait au même sujet ont été créées à l'Académie d'Etat-Major en U.R.S.S.

En ce qui concerne l'armée rouge nous nous bornerons à rappeler ici quelques chiffres : outre l'armée régulière qui comprend 562.000 hommes (deux ou quatre ans de service), il existe des formations spéciales soi-disant territoriales, où les cadres permanents ne dépassent pas le chiffre de 50.000 hommes, mais ces formations constituent 45 divisions, grâce à des compléments par des soldats qui font leur service de 8 ou 11 mois (au cours de 5 ans). Un grand nombre de recrues également, ne faisant pas partie de l'armée régulière, est attaché au travail dans l'industrie militaire (deux ans de service). Ainsi, on recrute chaque année pour toutes ces différentes sections de l'armée soviétique (régulière, territoriale et industrielle) de 840.000 à 900.000 hommes. En outre, de 300 à 340.000 personnes sont recrutées parmi les enfants des intellectuels, des ecclésiastiques, des marchands et des paysans riches, qu'on ne laisse pas entrer dans l'armée active, et qui font leur service dans les arrières-rangs de l'armée rouge. Il faut y ajouter que les exercices militaires sont largement pratiqués parmi la jeunesse en général et la jeunesse communiste en particulier.

En somme, en temps de guerre, l'U.R.S.S. peut mobiliser 2 millions 500.000 soldats qui, avec la réserve de l'armée active, peuvent atteindre le chiffre de 10 millions d'hommes.

Sans même tenir compte de la mauvaise qualité morale et intellectuelle



de cette armée, il est impossible de mésestimer son importance numérique et la menace qu'elle représente pour la paix mondiale. Et ceci d'autant plus, que les dirigeants de l'U.R.S.S. font tout leur possible pour créer à la hâte une industrie militaire qui puisse fournir à l'armée toutes les munitions indispensables. En analysant le fameux plan quinquennal et ses succès partiels, il est facile de comprendre qu'à la base dudit plan sont des buts purement militaristes. Malgré toutes les difficultés éprouvées actuellement par l'U.R.S.S., ces préparatifs présentent également un danger bien réel pour la paix.

Malheureusement, les Gouvernements des pays dits capitalistes, et contre lesquels ces préparatifs sont dirigés, n'ont jamais sérieusement tenu compte de la gravité que présente le plan quinquennal en cas de réalisation. Non seulement ils n'ont jamais essayé de protester contre ces préparatifs si dangereux, mais ils ont laissé leurs capitalistes, industriels et techniciens apporter une aide efficace pour l'accomplissement du plan en question. Certains Gouvernements ont même garanti des crédits considérables à l'U.R.S.S., ont donné des techniciens militaires qui, en travaillant pour l'U.R.S.S., restaient au service de leur propre Etat.

On peut affirmer que sans cette aide venue de l'étranger, les dirigeants de l'U.R.S.S. n'auraient jamais réussi à former l'armée rouge actuelle et à réaliser le plan quinquennal.

En terminant notre bref exposé, nous nous permettons de présenter une conclusion d'ordre plus général qui serait, peut être, d'une certaine utilité pour le succès de la grande œuvre que poursuit la Conférence :

Si importante que soit la limitation et la réduction des armements qui serait acceptée par chaque Etat, il est *indispensable de prendre des mesures pour qu'en désarmant, l'Etat dont l'industrie est très développée n'arme pas les autres Etats plus arriérés à ce point de vue*; cet armement peut s'accomplir non seulement sous la forme directe d'une vente d'armes, ce qui a été d'ailleurs l'objet de plusieurs discussions au cours des préparatifs à la Conférence actuelle, mais également sous une forme indirecte, notamment grâce à une organisation d'une industrie militaire dans le pays arriéré.

Si des mesures pareilles ne sont pas prises actuellement en considération et que, par exemple, le plan quinquennal vienne à se réaliser, les travaux de la Conférence, si utiles qu'ils soient par eux-mêmes, pourront être anéantis d'un seul coup dans un avenir prochain. Quand il s'agit d'un pays aussi vaste que l'U.R.S.S. dont l'étendue même est une garantie contre toute enquête possible et dont les dirigeants sont des fanatiques de la révolution mondiale, il apparaît surtout important de prendre des mesures pour mettre fin à ses préparatifs militaires.

En ce qui concerne l'Ukraine, son représentant ne peut présenter à la Conférence qu'une seule demande logique : au moment où le problème du désarmement est mis à l'ordre du jour de la politique mondiale, nous demandons que le pays qui tient l'Ukraine sous l'occupation militaire et dont les délégués siègent en même temps à cette Conférence, retire ses troupes de notre pays.

Mais le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne en exil, ne se fait aucune illusion sur une pareille sentence qui, prononcée contre l'U.R.S.S. par la Conférence tout entière, ne donnerait de résultat pratique qu'à condition qu'elle soit soutenue par des sanctions indispensables.



En attendant le moment où des sanctions pareilles seront à la disposition de la justice internationale, nous tenons dans notre propre intérêt et dans celui de tous les peuples opprimés par l'U.R.S.S., à ce que nos conclusions générales soient prises en considération : si les dirigeants de Moscou n'obtiennent plus ni crédits ni aide d'ordre technique et industriel, leur plan échouera et entraînera avec lui l'effondrement de tout le système en U.R.S.S. Si la Russie soviétique n'obtient plus l'aide puissante de l'étranger, les peuples actuellement asservis par elle deviendront libres.

A. CHOULGUINE.

---

## LA CONCEPTION DE L'IDÉE NATIONALE

---

Une particularité de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle est constituée par le fait que les mouvements politiques en Europe occidentale se compliquent d'un nouvel élément. Aux questions sociales viennent s'ajouter des questions nationales. Le mouvement national occupe une place considérable dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle; jusqu'à cette date bien peu d'attention a été accordée au problème des nationalités. La grande révolution française s'était donnée pour tâche de transformer le monde et d'apporter le bonheur à l'humanité en élaborant un nouveau Testament pour les siècles à venir. Mais l'on doit constater que la révolution française n'a pas prévu toute l'importance du problème des nationalités et ne lui a pas accordé toute l'attention qu'il méritait. Le document historique qu'elle a légué à l'humanité porte le nom de « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* », ce qui prouve que la révolution ne s'intéressait qu'à la personnalité de l'homme qu'elle allait jusqu'à défier et qu'elle s'efforçait de libérer de la tutelle de l'Etat et de l'église. Cela s'explique du fait que les auteurs de la « *Déclaration* » étaient imprégnés de l'esprit philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les tendances de cette philosophie consistaient à regarder les citoyens de l'Etat comme des quantités mathématiques de même ordre et elles négligeaient l'existence au sein de l'Etat de groupements ethnographiques, nationaux et économiques distincts. Et cependant il n'est pas douteux que, dans les limites de chaque Etat, existent des groupes d'hommes se différenciant entre eux par leur origine, leur race, leur culture, etc... Ces différences ne furent point prises en considération par les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les événements qui suivirent la révolution ne firent guère non plus évoluer la question des nationalités.

L'époque napoléonienne avec son plan d'établissement d'un empire universel ne pouvait être favorable aux mouvements nationaux. Il en est de même de l'époque de la Restauration qui, en proclamant les principes du légitimisme, ne pouvait être favorable à l'idée de l'indépendance nationale. Le Congrès de Vienne partageait les nations en fragments qu'il unissait ensuite à une autre nationalité.

Il n'en est pas moins vrai que, dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, les aspirations nationales des peuples commencèrent à se faire sentir. Parmi les peuples de même nationalité séparés politiquement, une tendance vers l'unité se fit jour; au début cependant, cette tendance ne se manifesta que parmi un petit groupe d'individus qui rêvaient de coups d'Etat politiques.



Dans le même temps, les nationalités qui se trouvaient sous le joug étranger s'efforçaient de secouer ce pouvoir trop pénible pour eux.

Le mécontentement d'ordre politique et social suscité chez des peuples privés d'unité étatique ou ne possédant même point de situation étatique, devait tout naturellement prendre un caractère de mouvement national.

Plus la conscience nationale tendait à se développer et plus les aspirations nationales commençaient à se manifester. Le travail culturel qui s'opérait dans les milieux intellectuels ne pouvait manquer de contribuer au développement de cette conscience nationale parmi les masses populaires.

Si, à l'époque, les masses populaires de France et d'Angleterre se faisaient surtout remarquer par leur situation économique, dans d'autres pays, en Europe orientale par exemple, ce furent les aspirations nationales qui se firent le plus sentir. Les tâches même de l'élan culturel des masses populaires étaient dictées par l'instinct de conservation national.

L'actuelle résurrection spirituelle s'opère parmi de nombreuses nationalités asservies et arriérées au point de vue historique. C'est à cette résurrection que revient le rôle si important dans la préparation de l'effort général de tout ce que l'Europe occidentale a vécu dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle.

\*  
\* \*

Dans sa manifestation première, le mouvement national prit un caractère divergeant. Il prend tout d'abord sur certains corps politiques comme en Autriche-Hongrie et en Turquie, un caractère de décomposition; par ailleurs, il se transforme en facteur constructif par rapport aux nouvelles formations politiques à la base desquelles l'unité de langue et de culture a plus de poids que l'unité de races et que le passé historique : c'est le cas pour l'Allemagne et l'Italie.

L'on peut parler de forces centripète et centrifuge dans la question nationale. Ce sont ces forces qui provoquèrent le détachement de la Lombardie et de la Vénétie d'avec l'Autriche ainsi que sa transformation intérieure en empire dualiste austro-hongrois.

A peine nés ces mouvements nationaux et les événements qui survinrent dans le domaine de la politique intérieure et extérieure de l'Europe retinrent aussitôt l'attention des publicistes. Ils servent de point de départ à une nouvelle doctrine politique touchant aux rapports entre l'Etat et les nationalités.

Lorsque Napoléon rêva de refaire la carte de l'Europe selon son bon désir sans prendre en considération la répartition géographique des nationalités qui l'habitaient, pas plus que leur passé historique, une réaction s'ensuivit. Il est curieux de constater que la première protestation qui s'éleva contre un plan de ce genre fut celle d'une Française, Mme de Staël, l'une des admiratrices de Napoléon. Par la suite, Mme de Staël ne pouvant supporter le régime de terreur institué par Bonaparte, émigra avec son ami Benjamin Constant en Allemagne, où se trouvaient déjà quantité d'émigrés français. C'est là qu'après s'être familiarisée avec la vie du pays, elle écrivit son livre *L'Allemagne*, dans lequel pour la première fois elle posa le problème des nationalités dans toute son ampleur. La caractéristique des qualités spirituelles et de l'humeur du peuple allemand ainsi que la différence entre les points de vue des peuples allemand et français se trouvaient expliquées dans ce livre sous un angle local et à un point de



vue historique. Le livre de Mme de Staël produisit à l'époque une forte impression dans les cercles politiques de France et d'Allemagne. Juste à cette époque et peu après, l'esprit national se réveille en Allemagne même.

Les Allemands qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, manifestaient des sentiments d'entre tous les plus cosmopolites se firent, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les précepteurs des autres peuples dans les œuvres consacrées aux théories historico-philosophiques. Ils s'efforcèrent de prouver la supériorité spirituelle, ou mieux encore, l'élection providentielle de certains peuples. Les initiateurs de cette orientation furent les philosophes Fichte et Hegel dont les théories proclamaient la supériorité de « l'esprit allemand ». Tel nous apparaît précisément Fichte dans son « Discours à la Nation allemande », écrit sous l'impression produite dans son esprit après la défaite des armées prussiennes à Iéna et l'annexion par Napoléon d'une bonne partie du territoire des successeurs de Frédéric le Grand. Fichte posa carrément la question des nationalités en Allemagne, dans le sens propre du mot, tel que nous le concevons aujourd'hui, en d'autres termes, il la posa comme principe créateur de cadres de gens luttant pour la libération de leur pays, l'Allemagne. Sous l'influence du « Discours », Fichte donne naissance, en Allemagne, à un mouvement anti-français connu sous le nom de « Tagenbund ». Les membres de cette organisation, vêtus d'anciens costumes nationaux, pris de la « Forêt du Teutberg » (Teutoburger Wald), brûlent de délivrer leur pays. L'étudiant Land exige la libération de l'Allemagne et du peuple allemand, non seulement du joug étranger, mais aussi de l'absolutisme du pouvoir, c'est-à-dire de la tyrannie des rois.

C'est ainsi que naquit le principe de la nationalité nouvelle en Allemagne. Ce principe de Kant et de Fichte est ainsi libellé : *La nation n'est pas un objet inanimé dont disposent les étrangers. La nation est un sujet qui porte sa volonté.* Voilà donc le principe des nationalités introduit sur des bases volontaires. En Allemagne, le nationalisme se faisait remarquer par son caractère spécial. C'est un nationalisme particulier, nous dirions même un *nationalisme métaphysico-romantique*. Le principe allemand est égoïste; il prétend que le peuple allemand est supérieur aux autres. L'on sait que les Allemands ont professé la théorie selon laquelle les nations élues sont les nations au teint blond et qu'à l'avant-garde des blonds marche l'Allemagne. Nous devons toutefois souligner que nonobstant son caractère mystique, le nationalisme allemand a servi de modèle aux mouvements nationaux en Europe.

\*  
\*\*

Après le Congrès de Vienne, deux révolutions éclatèrent en Italie : en 1820 et en 1831, et à chaque fois les plus terribles répressions furent exercées sans toutefois arriver à arrêter l'agitation politique. Le stimulant du nationalisme italien furent les guerres napoléoniennes en Allemagne. Une formidable agitation ébranlait à l'époque la péninsule des Appennins; nulle part au monde les sociétés secrètes n'avaient atteint un si haut développement qu'en Italie. En dépit des échecs essuyés au début des années 1820 et 1830, les sociétés secrètes non seulement ne disparurent point, mais elles renforcèrent leur activité.

Au cours de la période examinée, l'agitateur nationaliste le plus actif comme aussi le plus connu fut Giuseppe Mazzini. En 1820, tout jeune encore, il fut l'agent secret des Carbonari; en 1830 il est jeté en prison et expulsé



ensuite d'Italie. Pendant son emprisonnement il en vint à conclure que le carbonarisme avait fait son temps et que, pour délivrer et pour unir l'Italie, il fallait agir avec d'autres moyens. Habitant la France, puis la Suisse et l'Angletrre, Mazzini ne pensait qu'à mettre à exécution ses idées devenues pour lui une sorte de culte.

Bien qu'hostile à l'église catholique, Mazzini, fidèle à ses convictions personnelles, était rigoureusement croyant; mais c'était un « deïsme mystique » à tendances politiques. Il estimait que la liberté est le don le plus cher que l'homme ait reçu de Dieu : tendre à la liberté, lutter pour cette cause lui apparaissaient comme un devoir sacré pour l'homme, comme l'accomplissement de la volonté divine. L'idéal politique de Mazzini était la république; il voulait principalement que les frontières de chaque Etat coïncidassent avec les frontières ethniques de chaque peuple; il demandait avec insistance une Italie une et indivisible, une Italie aux frontières essentiellement nationales.

D'après ses conceptions, l'Europe avec le temps, devait s'unir en confédération pour devenir une sorte d'Etats-Unis de républiques nationales. Il propagea notamment ces idées parmi les démocrates des diverses nationalités avec lesquels il se rencontrait à l'étranger.

En 1831, Mazzini fonde la société secrète appelée « La jeune Italie » dont fit notamment partie le jeune Garibaldi. Quant à Mazzini même cette activité révolutionnaire n'eut d'autre résultat que de le faire condamner à la peine de mort en 1833. Il fut persécuté non seulement en Italie, mais dans nombre d'Etats d'Europe du fait même qu'il inspirait et dirigeait même le mouvement nationaliste dans d'autres pays. La différence entre les théoriciens allemands du mouvement des nationalistes et Mazzini consistait en ce que ce dernier, le noble Mazzini, propageait l'idée d'égalité entre nationalités; il se refusait à diviser les peuples en nations élues et en nations de second ordre; tous les peuples à quelque nationalité qu'ils appartenissent devaient s'entraider, se libérer et devenir indépendants. Ses travaux et son influence ne furent point sans résultat. La « Jeune Italie » servit de modèle à d'autres organisations nationales. Peu à peu surgirent des associations semblables : la « Jeune Pologne », la « Jeune Allemagne », la « Jeune Suisse » qui, dans leur ensemble, constituaient la « Jeune Europe ». Ce fut en quelque sorte une union internationale de révolutionnaires-nationalistes ayant un caractère essentiellement politique. Nous voyons donc que Mazzini donna naissance à un mouvement effectif qui s'étendit sur toute l'Europe et dont le principal mérite fut de donner à ce mouvement un caractère révolutionnaire-populaire.

\*  
\* \*

L'on ne saurait examiner le mouvement national sans s'arrêter encore sur une personnalité de la valeur politique de Mazzini, sur le grand patriote hongrois Kossuth. D'origine noble, avocat de profession, Kossuth possédait le talent de la parole. Grâce à son éloquence il exalta et souleva maintes fois la population de Budapest. Kossuth adopta les idées de Mazzini et devint l'apôtre de l'idée nationale, non seulement en Hongrie, mais dans tout l'Orient de l'Europe. Vers l'année 1830 Kossuth entreprit, aux fins de propager l'idée nationale, la publication d'un journal qui eut un grand succès. L'interdiction par les autorités de ce journal n'arrêta pas l'activité de Kossuth; il poursuivit sa publication sous une forme manuscrite; il



l'envoyait dans les Comités où l'on multipliait le nombre de copies. Kossuth fut reconnu chef du mouvement de l'indépendance hongroise. Son collaborateur immédiat fut le baron Otves, auteur du livre intitulé « De l'influence des idées dominantes sur l'Etat ». Cette œuvre commence par les mots : *« Trois idées peuvent être appelées dominantes dans le temps présent : l'idée de liberté, celle de l'égalité et l'idée de nationalité, mais puisque, ajoute l'auteur, les deux premières n'ont pas été étrangères aux écrivains du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'on peut dire que l'idée nationale donne un certain caractère à la doctrine d'Etat au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. »* L'auteur examine ensuite les éléments avec lesquels sont liées les conceptions, d'appartenance à une nationalité quelconque. Parmi ces éléments, l'auteur discerne avec justice non seulement l'unité de langue, mais encore la communauté d'un passé historique et une communauté d'intérêts dans le présent. Là où ces trois facteurs existent les nationalités qui y vivent peuvent et doivent même exiger leur indépendance.

Sous l'influence de l'activité de Kossuth et de ses partisans, le mouvement national en Hongrie reçoit un commencement de solution; il prend une telle envergure que le Gouvernement impérial d'Autriche est obligé de compter avec lui, l'existence de la monarchie des Habsbourg étant en jeu.

Il est bon de remarquer que le mouvement national dans l'empire austro-hongrois avait ses particularités. Dans le temps où le nationalisme allemand prenait un caractère romantico-mystique, le mouvement national dans l'empire des Habsbourg avait un but essentiellement pratique, il avait à sa base un fondement réaliste, c'est-à-dire la lutte contre le pouvoir dont le résultat était l'indépendance.

A partir de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le sentiment national s'éveille parmi les grands et les petits peuples, ce sentiment prend une forme révolutionnaire. Le mouvement national suscite des difficultés au pouvoir impérial et la machine d'Etat fonctionne mal. Les hommes d'Etat de Vienne ne savent comment sortir de cette impasse; étant habitués à voir la structure de l'Etat sous forme « d'unitarisme » ils craignent que s'ils s'écartent de cette position, ils peuvent entraîner l'Empire dans un dangereux effondrement. Ils finissent cependant par comprendre que cet Empire aux nationalités multiples peut prendre une forme dualiste, voire même trialiste. Et c'est alors que s'organise ce dualisme qui a existé jusqu'à la grande guerre, bien qu'un essai fût tenté pour établir un système de trialisme, c'est-à-dire un système d'empire austro-polono-hongrois. Dans l'empire austro-hongrois les Polonais venaient après les Hongrois; ils jouaient un très grand rôle dans la société autrichienne. La situation des Polonais y était beaucoup meilleure qu'en Allemagne et qu'en Russie. Un écrivain polonais ne déclarait-il point un jour que lorsqu'il voulait parler et écrire plus librement il se rendait à Cracovie. Cette dernière ville possédait du reste une Université, laquelle jouissait d'une autonomie relative.

La dernière guerre a donné une puissante impulsion au mouvement national. MM. Masaryk, Benès déploient une énergie surhumaine à Paris et en Amérique en faveur de la libération de leur pays. L'idéologie de la grande guerre était bien *l'auto-détermination des peuples, le wilsonisme était à l'ordre du jour*. Il convient d'être justes et de dire que si la grande guerre n'est pas parvenue à établir le calme en Europe, si elle n'a pas donné satisfaction aux besoins socio-économiques et si la situation politique n'est pas devenue meilleure qu'avant la guerre, les petites nationalités de l'empire austro-hongrois ont-elles du moins reçu satisfaction.



L'on n'a pas oublié qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle une lutte acharnée s'est livrée entre la maison de Habsbourg et les nationalités habitant l'empire austro-hongrois. Si Nicolas I<sup>er</sup> a joué dans ce pays le rôle de gendarme pour remettre de l'ordre dans les affaires du Gouvernement autrichien, c'est-à-dire en matant le soulèvement hongrois, la Conférence de Versailles a pris parti pour les peuples opprimés qu'elle a libérés en supprimant l'empire austro-hongrois. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte d'Europe, nous voyons que MM. Clemenceau et Lloyd George ont fait tout le contraire de ce qui avait été fait par Metternick et Talleyrand. En d'autres termes, *ces derniers partageaient ce qui avait été fait par les premiers.*

Ainsi le conflit national est clos de nos jours dans cette partie du monde. Sous ce rapport, le travail de la Conférence de Versailles a été un travail conscient et idéologique attendu que les questions nationales de l'Europe centrale sont clairement apparues aux yeux de ceux qui tenaient le sort du monde dans leurs mains. L'aréopage international a eu pour tâche de résoudre solennellement la question des nationalités sous une forme à la fois juste et élevée.

C'est ainsi que le problème des mouvements nationaux dans l'empire austro-hongrois est passé dans le domaine de l'histoire. Là-bas dans les limites de ce que fut ce frêle empire, de nouvelles unités organisées, jeunes et pleines de vie ont surgi; chacune d'elles, individuellement, s'efforce d'apporter son tribut au trésor commun de l'humanité.

D<sup>r</sup> MIR.

---

## LA CRÉATION D'UN ÉTAT

(suite et fin)

---

Il importe de faire remarquer qu'en Occident, le capitalisme a changé les simples rapports des nations au caractère conquérant et spéculatif envers la question de la production. Il a notamment forcé ces nations à un travail intensif et, comme il aurait pu sembler au premier coup d'œil, il a changé le trait caractéristique de leur production : *son rendement déficitaire.*

Cependant, à côté du travail accru et intensifié par l'organisation capitaliste en intensifiant leur industrie de transformation (il faut comprendre par industrie de transformation la production des marchandises à l'aide de matières premières fournies par d'autres) non seulement n'ont pas augmenté leur production d'articles de consommation et de matières premières, mais au contraire, elles l'ont sensiblement diminuée. L'on constate notamment une grande disproportion entre la rétribution du travail producteur capitaliste, il s'est produit un phénomène curieux, dont l'analyse éclaircira certaines questions. C'est ainsi que les nations conquérantes et spéculatives et celle du travail transformateur; de ce fait, le prix des produits de l'industrie de transformation a augmenté indéfiniment, comparativement au prix des articles du travail producteur, surtout si l'on tient compte de l'usure beaucoup plus grande de l'énergie exigée pour cette dernière catégorie de travail.



Cette disproportion entre les prix des produits (et il faut remarquer, proportionnés à rebours quant à leur utilité) a eu pour effet, dans les pays capitalistes, l'abandon, par presque toute la population rurale, du travail producteur et son exode dans les villes, afin de chercher à s'employer dans les manufactures, c'est-à-dire à l'industrie de transformation. Il en est résulté une transformation des pays capitalistes conquérants et spéculatifs en pays, produisant uniquement et exclusivement des articles manufacturés, ce qui, par la suite, a nécessité la recherche de marchés d'écoulement pour lesdits articles au delà des frontières, dans le but d'échanger des marchandises confectionnées contre des produits de première nécessité (matières premières, alimentation) dont la production avait été arrêtée dans lesdits pays, mais encore à la condition que ces produits soient à bon marché, c'est-à-dire le résultat d'un travail disproportionnellement peu rétribué.

L'un des résultats de la recherche des marchés d'écoulement a été la création de colonies, ou encore, la conquête de pays exotiques.

Les pays exotiques coloniaux une fois conquis, tendent de leur côté, du moment que leur civilisation se trouve suffisamment développée, à créer des manufactures, désireux de profiter, eux aussi, des bénéfices de la disproportion des prix entre la rétribution du travail transformateur et celui de la production proprement dite. Et nous savons que les Métropoles se défendent par tous les moyens contre l'industrialisation des colonies, étant donné que les colonies à industrie développée, ne sont, dans l'état actuel des choses, non seulement, économiquement parlant, inutiles, mais encore nuisibles et même dangereuses pour leurs Métropoles.

C'est ainsi que les nations conquérantes et spéculatives nivellent leurs déficits de production. Elles obtiennent par une hausse de prix démesurés pour les produits fabriqués de leurs pays, comparativement à ceux des matières premières produites en dehors des frontières, une réserve de capital nécessaire pour couvrir le déficit de la production nationale.

Les pays souverains, pour la plupart autochtones-producteurs, qui tout en ne comprenant par la disproportion anormale et nuisible entre la rétribution de ces deux genres de production, ont vu seulement les grands avantages apparents de la possession sur leurs territoires de chantiers de l'industrie de transformation; ils commencent à propager chez eux l'industrie manufacturée, ce qui constitue, de nouveau, une menace pour les intérêts des pays conquérants et spéculateurs. Cela expose ces derniers à perdre les bénéfices atteints par l'appréciation exagérée, quoique momentanée et conventionnelle, mais d'une importance capitale pour lesdits pays, d'un certain travail qui est le leur, et la dépréciation, également exagérée, de celui des autres.

## VI

### Période de « liquéfaction » des frontières

C'est un étrange phénomène dans l'histoire des Etats et des Nations que la période pour un peuple de la « liquéfaction » de ses frontières. On peut l'observer au cours des guerres de longue durée et plus souvent encore au cours des révolutions. Il constitue, à mon avis, un phénomène tout à fait particulier.

Au cours des guerres de longue durée et des révolutions il arrive un moment où non seulement les politiciens et les chefs, mais la masse du peuple, les simples mangeurs de pain reconnaissent qu'il est impossible



de continuer à vivre dans les conditions où se trouve le gouvernement de l'Etat.

Or, si la forme du gouvernement de l'Etat ne change pas, ce qui peut calmer les masses, un *moment de recherches* arrive infailliblement. Cette période qui consiste à rechercher de nouvelles formes de gouvernement est toujours caractérisée par un énorme accroissement de tension et d'excitation politique.

Ce phénomène devient plus compréhensible si nous prenons en considération le fait, qu'à ce moment-là, la plupart des lois écrites, mêmes les droits coutumiers, sont le plus souvent en état de suspension. Les citoyens prennent les armes pour défendre leurs demeures et leur sécurité personnelle attendu que l'ancien gouvernement, l'ancienne police et l'ancienne justice n'existent plus, et que les nouveaux organismes ne sont pas encore constitués. Or, au cours de cette crise d'excitation et d'énervement général, de cette période *de recherches*, la température politique atteint un si haut degré, l'indécision est si générale, que toute frontière, aussi rationnelle qu'elle soit, ne peut être en ce moment ni durable ni fixe. On a l'impression que ces frontières sont faites en cire sur une carte-modèle, et qu'elles fondent chaque fois qu'on les trace, comme si le modèle entier était chauffé à un degré plus élevé que la température de la fonte de cette cire.

Voilà pourquoi, par analogie, j'ai nommé ce phénomène du nom *de période de liquéfaction des frontières*.

\*  
\*\*

Il arrive enfin un moment, tout à fait inattendu, où la température politique, provoquée par la période de « recherches », diminue rapidement.

Ce phénomène de réfrigération est provoqué par les causes suivantes : ou les masses ont choisi l'une des conceptions proposées, ou bien, ce qui arrive bien souvent, elles sont déjà tellement exténuées, énervées et impatientées par la période de recherches, que la question des frontières leur devient indifférente.

Les citoyens en viennent à se dire, qu'en définitive, les frontières quelles qu'elles soient sont toujours meilleures que de ne pas en avoir du tout; l'indifférence envers cette question augmente, et c'est ainsi, le plus souvent, que des frontières fixées provisoirement, quelquefois même fortuitement, restent définitivement sans autre changement.

Or, les politiciens qui se considèrent comme les constructeurs de l'Etat, ne doivent pas se faire d'illusion sur le fait que des frontières ainsi fixées au cours d'une crise de violentes passions politiques, ne soient constantes et durables. Leur devoir sera de reconnaître et ressentir le moment qui précède la réfrigération de l'excitation des masses, de fixer en ce moment des frontières convenables et de s'efforcer de les garder jusqu'au moment de la consolidation générale.

On ne doit pas oublier que le moment de l'abaissement de la température politique constitue une période très délicate et très difficile pour toute la population. C'est une crise de dépression et de découragement général. Les politiciens, les constructeurs de l'Etat, trouveront sur leur chemin bon nombre de nouvelles difficultés et d'obstacles inattendus :

1° Personne ne voudra payer d'impôts. L'Etat se trouvera donc sans ressources pécuniaires;

2° L'appareil général de l'Etat, à l'aide duquel ils travaillent, notam-



ment l'armée, les fonctionnaires de l'Etat, la police, seront aussi soumis à la dépression générale. Ces gens seront probablement irrégulièrement et mal payés à cause des difficultés dans lesquelles se trouvera plongé le Trésor. Or, cet appareil doit être parfaitement discipliné; il doit être composé, ce qui d'ailleurs est la condition essentielle de son fonctionnement, de gens qui sauront se sacrifier pour l'idée commune;

3° La période de recherches sera presque toujours simultanée avec une crise économique qui envahira tout le pays. Il est donc possible que la dépression générale puisse avoir une certaine influence, même sur les chefs et les politiciens.

Et l'on verra dès lors surgir une pénurie de vivres dans les villes, des grèves, des sabotages sur les voies ferrées, des révoltes de chômeurs, des épidémies et d'autres fléaux encore. Les constructeurs de l'Etat devront faire preuve d'un sang-froid, d'un calme, d'une énergie et d'un dévouement remarquables pour pouvoir malgré l'état de cette dépression générale, à laquelle ils peuvent être aussi soumis inconsciemment, malgré les calamités qui les frapperont peut-être personnellement, ne pas perdre de vue le but final de leurs efforts : la fixation, le renforcement et le soutien des frontières équitables du pays.

\*  
\*\*

Avant que de terminer, je voudrais encore revenir sur les paroles du poète polonais Siowacki, que j'ai citées comme *motto* en tête de cet article : « Naître, n'est pas ressusciter. Le tombeau peut nous rendre à la vie, mais alors le tendre regard de notre mère nous manquera... »

C'est vrai. Les nations ressuscitées dans leur vie politique seront toujours des intrus dans la « famille » des Etats anciens. En réalité, ces nouveaux membres causent toujours, par leur apparition, un certain désordre, surtout dans le domaine économique. Les nations limitrophes les considéreront pendant longtemps avec une certaine réserve et garderont envers eux une certaine dose de défiance.

Ainsi qu'il l'a été dit plus haut, une « mère » manquera, une « mère qui porterait son tendre regard » sur les ressuscités.

Ce rôle de « mère », ce rôle de défenseur et de protecteur des nouveaux Etats productifs, des nations « intruses », ne pourrait être accordé qu'à une « Société de Nations autochtones et productives ». Cette ligue de peuples pourrait seule garantir la durabilité de la vie politique des petites nations ressuscitées.

Dans le cas contraire, l'Etat usurpateur n'hésitera pas, après être revenu à lui, après que la maladie de dépression nationale sera terminée, de compromettre les bonnes relations entre les petites nations autochtones et productives ne faisant pas partie de la Société, pour les réincorporer une fois de plus dans le cadre de ses anciennes frontières.

Stanislas SIEDLECKI.

Sénateur,

Président de l'Institut Oriental de Varsovie.





## La lutte des Montagnards du Caucase pour leur indépendance

---

La période de luttes des Montagnards du Caucase contre la Russie, depuis les premières rencontres avec les forces régulières armées de l'ennemi et jusqu'à leur déclin, peut être considérée comme une période de guerres embrassant le siècle actuel. Vient ensuite une époque de lutte acharnée contre les usurpateurs du mouvement national-libérateur.

Cette lutte séculaire entre les Montagnards du Caucase et la Russie apparaît dans la description qui en est faite par les historiens plus ou moins objectifs comme une véritable épopée dans l'histoire des luttes menées par les peuples pour leur droit à une existence libre et indépendante.

En la personne des Montagnards du Caucase, les prétentions hautaines du despotisme russe se heurtèrent à un puissant ennemi; toutes les tentatives les mieux préparées du Tsar russe tendant à porter atteinte à la liberté des Montagnards du Caucase se brisèrent contre ces derniers pendant tout un siècle.

Il convient de souligner que les Montagnards du Caucase déposèrent aux pieds de l'autel de leur patrie un amour illimité et un dévouement sans bornes et qu'ils subirent des pertes inouïes au nom de leur liberté et de leur indépendance politique. Mais les Russes de leur côté ne furent point sans éprouver de grandes pertes. D'après les témoignages du Professeur P. Kovalski, « l'histoire des guerres entre la Russie et les Montagnards du Caucase doit être écrite en lettres de sang si l'on songe à la quantité d'hommes, de moyens, d'argent, de travail que la Russie dut fournir au cours de ces guerres... »

La lutte pour la liberté et l'indépendance du Caucase a de tout temps pris un caractère essentiellement populaire.

Les historiens russes s'efforçant de dénaturer les faits, actes et époques ont voulu expliquer et suggérer aux lecteurs que l'héroïsme des Montagnards et la bravoure déployée pour la défense de leur liberté n'ont d'autre explication que la force du *gazavat* (fanatisme religieux).

Bien que l'influence de la religion fût d'un puissant effet, il ne faut pas en conclure que ce fût la seule force qui inspira les Montagnards au cours de cette lutte séculaire; les bases laïques et les éléments foncièrement liés à l'existence nationale se confondaient avec les sentiments religieux. Les forces qui constituaient l'étatisme sur des principes laïques, travaillaient dans cette lutte avec un rythme soutenu. A ce propos, citons les paroles historiques de l'Iman Chamyl : « Je suis un simple Montagnard libre qui, trente ans durant, a lutté pour la liberté. » Conséquemment, il a combattu pendant trente ans non pour la religion, mais pour la liberté.

L'historien Lavintsev confirme ce fait : « La lutte pour la liberté fut pour les Montagnards du Caucase un exemple de bravoure et de fierté et il faut reconnaître qu'ils se révélèrent redoutables, invincibles et infatigables. » Ajoutons que dans les conceptions des artistes russes et des écrivains mondiaux, cette lutte épique des Montagnards contre la Russie, en dehors de son intérêt et de son côté dramatique fut véritablement grandiose et noble du fait même de l'amour illimité qu'ils manifestèrent envers la liberté et l'indépendance... C'est, disons-nous, à cette force irrésistible de l'esprit des Montagnards que toute une pléiade de poètes et d'écrivains russes et étrangers apportèrent leur tribut d'admiration. Pouchkine, Ler-



montov, Léon Tolstoï, Chevtchenko, Marlinski, Mordovtsev, Polejaev, Nemirovitch-Dantchenko, Xavier de Maistre, etc., et une foule de journaux français de l'époque complètent cette série de fervents admirateurs d'une époque éminemment intéressante et chevaleresque.

L'apparition sur l'arène politique de l'Iman Chamyl marque un tournant dans l'évolution de la lutte des Montagnards pour leur liberté, évolution qui nécessita une tension exceptionnelle de leurs forces.

L'historien militaire, Général Fadiév, a dit en parlant de Chamyl : « L'Iman Chamyl a groupé les Montagnards en un bloc monolithe, il a créé des ressources inconnues avant lui, une force agissante des plus considérables par la ténacité de sa résistance et il a fait la guerre contre les Russes en ennemi, sur un pied d'égalité, arrachant de leurs mains les fruits de leurs victoires d'autrefois, obligeant la Russie à une tension continue de toutes ses forces... *Devant nous apparut un puissant Etat*, dirigé par une main ferme où chaque citoyen-guerrier était toujours prêt à donner sa vie pour le pays. Nos soldats périrent par dizaines et par centaines de milliers sans profit aucun, les Montagnards chassaient de plus en plus les Russes des territoires occupés, si bien que le ministre de la Guerre de Russie, le Prince Tchernychevski, envoyé sur les lieux pour se rendre compte par lui-même de la situation, décida en 1842 de cesser les hostilités. Déjà, en 1843, il ne restait plus un seul russe en dehors d'une masse de prisonniers, en Tchetchnie et au Daghestan. »

Nous avons donc les témoignages des historiens russes eux-mêmes, constatant que la situation politique et culturelle des Montagnards du Caucase, au temps de la « pacification » du pays, était sensiblement développée, que la vie de ces peuples avait pris toutes les formes d'Etat et qu'en face de la Russie se dressait un puissant Etat. Mais en dehors de ces témoignages existent encore des ouvrages remontant à quelques centaines d'années, écrits par des savants européens et qui parlent de la haute culture des Montagnards. Dans ce nombre l'on peut citer le Génois Intermano et Giovanni de Lucques; les Français Chardain et Tavernié; le Hollandais Struiss; enfin, Klapprott, etc. La grandeur de la lutte des Montagnards pour leur indépendance pousse l'Anglais Bell et le Polonais Lopinski à passer quelques années parmi les Montagnards et à se documenter sur l'esprit des institutions qui régissaient l'Etat montagnard. Une analyse de ces œuvres permet de se faire une idée des particularités religieuses, sociales et juridiques de la vie des Montagnards et de voir que sous cette façade se cachent des principes religieux-juridiques de source iranienne, romaine, byzantine et arabe. Toutes ces particularités se sont trouvées reflétées dans la vie de l'Etat montagnard. L'historien Markov déclare que dans l'antiquité les grands conquérants romains amenés dans ces contrées dans un but de conquête apportèrent avec eux leur civilisation élevée qu'ils donnèrent au pays.

Les explorateurs qui pénétrèrent dans le pays des Montagnards du Caucase ont donné en leur temps une fidèle idée des moyens auxquels avaient recours les Russes dans la lutte qu'ils menaient contre les Montagnards. Ces moyens resteront à tout jamais comme une tache que rien n'effacera de la conscience du peuple russe, comme un honteux exemple de cruauté pour les tyrans. Dans la lutte systématique et tenace menée contre l'individualité politique, juridique, sociale et culturelle des Montagnards, le pouvoir soviétique dépassa les limites de la compréhension humaine.



Jacob Abramov, grand connaisseur de la Circassie, a écrit : « Pendant les trois années que j'ai vécues ici, j'ai pu observer le sans-gêne avec lequel les Russes ont pu détruire les résultats de la civilisation montagnarde et le travail séculaire accompli. »

Par contre, avant l'apparition des Russes, si l'on en juge par la description qu'en fait le voyageur anglais Spenser, la vie se présentait tout autrement : « Du premier moment où la plaine s'ouvrit devant moi, l'aspect du pays et de la population dépassa tout ce qu'en pouvait attendre mon imagination la plus vive. Je trouvais toute une série de plaines et de collines cultivées où le plus petit lopin de terre n'avait point été négligé. D'immenses troupeaux de chèvres, de moutons, de chevaux, de bœufs erraient en tous sens dans de riches pâturages... »

Parlant des résultats de la gestion du pays par les Russes après le départ des Montagnards, J. Abramov écrit : « Cette contrée si riche est devenue déserte... seules des traces de vignobles et de rares vestiges d'architecture montagnarde, témoignent de l'activité fébrile qui régnait dans ce pays et de la vie toute de labeur des aborigènes. »

La fin de la guerre avec la Russie fut marquée par des atrocités sans nom du Gouvernement russe; nous entendons par là, l'exode des Montagnards en Turquie. Dans sa lettre du 10 juillet 1864, le Consul de Russie à Trébizonde écrivait ce qui suit : « Seize mille hommes viennent d'arriver à Batoum; la mortalité est de 7 hommes par jour. Sur 247.000 hommes débarqués à Trébizonde, 19.000 sont morts, et puis la mortalité s'est élevée à 180 et jusqu'à 250 par jour. A Samsoun et dans les environs campaient 110.000 hommes; la mortalité atteignait 200 hommes par jour. Parmi les 4.650 hommes dirigés de Trébizonde à Varna et à Constantinople, il en mourait de 40 à 60 par jour. Nombre de barques chargées de Montagnards prenaient l'eau du fait qu'elles avaient été préalablement percées, aussi à peine avaient-elles gagné le large qu'elles s'enfonçaient entraînant les passagers. La Russie prétendait qu'en agissant d'une manière inhumaine avec les peuples opprimés elle travaillait « pour le bien de ces peuples. »

Par respect pour la manière dont le monde cultivé conçoit les principes du bien, nous nous abstiendrons d'insister. L'histoire dira son dernier mot sur ce sujet.

En ce qui concerne l'exode des Montagnards, l'un de nos publicistes remarque : « .... mais la tragédie qui accompagne l'expulsion des Montagnards est unique en son genre... Le fait de noyer dans la mer des milliers, des dizaines de milliers de familles dans le seul dessein de s'emparer du territoire d'un autre peuple est une de ces hontes que seule l'histoire de l'Etat russe a connues... Ces rivages où tant de sang a été versé et où tant de larmes ont coulé sont sacrés pour les fils de notre patrie. Ils déterminent quelle doit être notre volonté, ils dictent la conduite de chaque parti... La Géorgie, la Circassie sont les deux mamelles d'une même mère : c'est notre Patrie. »

C'est avec un sentiment d'agréable satisfaction que nous avons souligné ces paroles, car dans l'arène des luttes contre les usurpateurs ces deux mamelles se sont trouvées intimement unies. Cette compréhension du danger commun, cette force irrésistible qui poussaient les masses populaires de Géorgie et de Circassie à s'unir en face de l'ennemi se sont maintes fois manifestées au cours de pénibles épreuves.

L'histoire de chaque peuple connaît des époques de crise dans ses



luttres pour la liberté, des époques où son énergie a fait preuve de plus ou moins de fermeté dans la défense de ses droits à l'indépendance.

Dans la vie des peuples du Caucase, l'une de ces époques parmi les plus favorables est celle qui accompagna la révolution et qui s'annonça par une lutte des plus tenaces pour la conquête du droit à une vie libre et indépendante. Toutefois, au moment où la lutte révolutionnaire de deux forces russes brisaient les lourdes chaînes des peuples opprimés par l'étatisme russe, les peuples du Caucase ne prêtèrent point suffisamment d'attention à la question de l'unité de défense qu'exigeaient leurs républiques et ce moment fut marqué dans leur vie, juste aux jours de grandes épreuves par un relâchement des liens qui formaient leur union. La victoire de l'armée des Volontaires et celle des armées bolchevistes ne furent possibles qu'en raison de toute une série de fautes historiques, autrement dit que par la désunion funeste des peuples du Caucase. Les rapports qui lient de nos jours les représentants politiques du Caucase et qui sont le résultat d'une longue suite d'expériences amères dans la lutte pour leur idéal, ont une signification décisive aussi bien pour les masses populaires caucasiennes que pour préciser la position que le Caucase doit occuper dans le concert international des peuples. Et cette ère nouvelle dans la vie politique des peuples du Caucase doit servir de lien entre toutes les forces agissantes du Caucase. La domination étrangère qui opprime le Caucase, cette force destructive presque séculaire de l'impérialisme russe qui use nos peuples doit se briser contre le rempart que présentent désormais les peuples unis du Caucase conscients d'une seule et même communauté d'idées et d'une même volonté politique.

Ibrahim TCHOULIK.

## Au Turkestan

### *Nègres au Turkestan*

Sous la signature Tchagataï, la revue *Yach Turkestan*, n° 26, de janvier, signale l'invitation faite par le Gouvernement soviétique à des nègres spécialistes pour la culture du coton. A cet effet, l'auteur de l'article rappelle que bien des siècles avant l'arrivée des Russes, les habitants du Turkestan s'y livraient à la culture du coton. Les Russes apportèrent au Turkestan des graines américaines et les Turkestaniens s'habituerent bientôt à la culture du coton américain. La parfaite connaissance des conditions locales, l'assiduité au travail firent des Turkestaniens de merveilleux spécialistes dans la culture du coton. Par contre, les colons russes, en dépit de l'appui prêté par le gouvernement russe, ne furent jamais en état de développer la culture du coton. Et quant aux ouvriers russes des fabriques envoyés de Russie au Turkestan en qualité de « spécialistes » dans le domaine du coton, ils n'ont jamais joué d'autre rôle que celui de gendarmes révolutionnaires et ils n'ont jamais fait autre chose que manifester des sentiments inhumains envers les allogènes...

Mais cela a paru insuffisant au gouvernement moscovite qui, au détriment des paysans du Turkestan, a fait venir d'Amérique onze familles de nègres « spécialisés » dans la culture du coton. Ces « spécialistes » ignorant tout des conditions locales, ne connaissant ni la langue du pays, ni même la langue russe, peuvent-ils être de quelque utilité ? Il est permis d'en douter. Ils n'en ont pas moins été répartis dans les sovkhos et les stations expérimentales...

L'on ne peut se défendre de rappeler, écrit M. Ichagataï, que tout en faisant venir des nègres d'Amérique, au compte des Turkestaniens, les bolcheviks



déportent en des lieux éloignés de Sibérie des Turkestanienis qui, à leur propre compte, ont fait leurs études en Europe et se sont spécialisés précisément dans ce domaine, le plus important au Turkestan. C'est ainsi qu'Abdul Vakhab-Mourad, jeune spécialiste turkestanien dans la culture du coton, qui travaillait dans le champ expérimental cotonnier des environs de Tachkent, a été déporté dans l'extrême nord sans le moindre motif. Un autre spécialiste en matière d'élevage, Azimbek Berimdjan, a été arrêté et déporté les premiers jours de son arrivée au pays natal.

Telles sont les méthodes de « politique nationale » usitées par les bolcheviks au Turkestan. Les spécialistes originaires du Turkestan sont déportés dans l'extrême nord russe ou sibérien, c'est-à-dire dans une contrée où ils sont condamnés d'avance à une mort certaine, et à leur place, avec l'argent prélevé au Turkestan, ils font venir des nègres d'Amérique...

### *Echec de la récolte du coton*

En dépit des mesures de rigueur, depuis la mobilisation des écoliers jusqu'aux perquisitions dans toutes les maisons, la campagne pour la récolte du coton au Turkestan a subi un échec complet. Le dernier délai pour la livraison de la récolte de 1931 avait d'abord été fixé au début de décembre. Ce délai fut ensuite reporté au 1<sup>er</sup> janvier. A cette date, tout le coton, « jusqu'au dernier kilogramme », devait être livré à l'Etat. Une récompense fut même promise à ceux qui livreraient en temps et lieu, et des punitions très sévères devaient être appliquées aux retardataires. Mais tout fut inutile. Voici du reste la statistique officielle parue dans le journal de Tachkent, *Pravda Vostoka*, du 12 janvier. On lit: Il été livré au 5 janvier la quantité suivante de coton-cru: en Uzbekistan, 62,5 % du plan annuel établi; au Turkmenistan, 70,3 %; au Tadjikistan, 66,3 %; au Kirghizistan, 56,1 %; au Karakalpakstan, 66,4 % et au Kazakstan, 77,2 %. (*Sov. Step* du 8 janvier.)

Cet échec est attribué par les bolcheviks « aux éléments nationalistes... lesquels exécuteraient les ordres de Moustapha Tchokaïev et Cie, leur enjoignant d'empêcher le développement de la culture du coton au Turkestan. » (*Pravda Vostoka* du 13 janvier.)

### *Plan d'ensemencement du coton en 1932*

La surface susceptible d'être ensemencée de coton en 1932 a été fixée par le Gouvernement à 2.437.000 hectares. Le Turkestan entre dans ce chiffre pour une superficie de 1.600.700 hectares, se répartissant ainsi :

|                      |           |          |
|----------------------|-----------|----------|
| Uzbekistan .....     | 1.083.900 | hectares |
| Turkmenistan .....   | 209.800   | —        |
| Tadjikistan .....    | 149.700   | —        |
| Kirghizistan .....   | 92.800    | —        |
| Karakalpakstan ..... | 64.000    | —        |
| Kazakstan .....      | 145.300   | —        |

(*Pravda Vostoka*, 12 janvier.)

### *Sur le front de l'enseignement*

D'après les chiffres fournis au Congrès des travailleurs de l'enseignement, qui s'est tenu à Achkhabad le 25 décembre 1931, le plan scolaire pour l'année 1931 n'a pu être réalisé. C'est ainsi par exemple qu'à Achkhabad, capitale du Turkmenistan, le plan n'a été réalisé que dans les proportions de 89 %; dans d'autres rayons, tels par exemple ceux de Karabek-Avul, de Dargan-Ata, de Kara-Kala, de Hassan-Kouli, il n'a été réalisé que dans les proportions de 38 %, de 33 %, de 28 %, de 21 %.

Quant au personnel enseignant, aux instituteurs dans les écoles de village,



il a été constaté que, sur un ensemble de 1.540 instituteurs, 63 % avaient une préparation insuffisante.

D'autre part, l'on peut aisément se rendre compte de la manière dont les bolcheviks s'intéressent à l'instruction des enfants au Turkestan par l'entrefilet paru dans le journal d'Achkhabad, *Tourkmenskaïa Iskra*, du 26 décembre 1931. Il est dit notamment que, dans toute une série de localités, telles que Kaahka, Kara-Kala, Yol-Atan, etc., toutes les écoles ont été fermées en raison de la mobilisation des enfants pour les besoins de la campagne de la récolte du coton. (*Yach Tourkestan*, N° 26, de janvier 1932.)

---

## Sur le front du naphte Azerbaïdjanien

---

Après l'occupation de Bakou, le Gouvernement national d'Azerbaïdjan se trouva en présence d'une industrie pétrolière complètement désorganisée. De ce fait, il dut prendre tout un ensemble de mesures un peu hâtives afin de rétablir cette importante branche de l'économie nationale.

L'une des mesures radicales prises après le retour aux anciens et légitimes propriétaires des entreprises « nationalisées » par les bolcheviks, fut l'octroi d'un large crédit.

Par un décret spécial voté par le Parlement, le Gouvernement était autorisé à prêter son appui matériel sous forme d'avances en argent aux industriels en naphte, très gênés à l'époque. Ordre fut donc donné à la Banque d'Etat de fournir auxdits pétroliers les avances nécessaires, garanties par les réserves de produits de naphte en leur possession. Presque tous les pétroliers profitèrent largement des crédits qui leur étaient accordés...

Lorsque, en connexion avec la création par les compagnies de naphte anglo-américaines, d'un fonds de 5 % au profit des propriétaires légitimes des établissements pétroliers au Caucase, la question tendant à l'élaboration d'une base pour la répartition desdits fonds entre les firmes et les personnes intéressées fut soulevée, le « Conseil » dit « du Front unique » choisit parmi ses membres une Commission technique chargée de cette tâche. Cette Commission comptait comme membres : MM. Lianozov (Président); Mantachev, Assadoulaev et Hogg, et en qualité d'experts, les ingénieurs : prince Dadiani et Vatchiantz.

Aucun des représentants de l'Union des pétroliers azerbaïdjanais ne se trouva faire partie de la Commission. Cette absence s'expliquait du fait qu'à l'Assemblée du « Conseil du Front unique » où avaient lieu les élections, lesdits représentants n'avaient point reçu de convocation. L'Union des pétroliers n'était pas loin de supposer que cette coïncidence n'était pas l'effet d'un « simple hasard ». Le secrétariat du « Conseil du Front unique » rejetait la responsabilité de cette affaire sur la négligence de l'Administration des Postes. Quoi qu'il en soit, aucune suite ne fut donnée à la protestation de l'Union par le Président de l'organisation, M. Nobel, du fait même que l'Assemblée générale du Conseil à laquelle ladite protestation devait être examinée ne fut point convoqué avant la fin des travaux de la Commission technique, lesquels nécessitèrent un délai de neuf mois.

L'on sait, d'autre part, que le rapport de la Commission technique présenté à l'approbation du Conseil du Front unique ne fut point confirmé en raison de la protestation formelle du Président de l'Union des pétroliers



azerbaïdjanien, M. Salimov. Or, ce dernier avait présenté par écrit ses considérations au sujet du rapport. Il démontrait l'absence de bases juridiques et techniques des travaux de la Commission technique, lesquels, en principe, lésaient ouvertement les intérêts de la population azerbaïdjanienne locale au profit des gros industriels de naphte.

M. Salimov fit notamment remarquer que la Commission technique ayant estimé à la somme globale de 92.000.000 de roubles les produits de naphte dans les réservoirs des pétroliers au moment de la « nationalisation » et les ayant pris en considération, a néanmoins caché que presque toutes ces réserves avaient été hypothéquées à la Banque d'Etat d'Azerbaïdjan. Cette circonstance fut remarquée par M. Kreitbosch, représentant du Président du Front unique, M. Henry Deterding. Ayant pris part à l'Assemblée plénière de la Commission technique, le 17 mars 1931, il souligna que le fait de l'hypothèque prise sur les réserves par la Banque d'Etat était une chose inconnue de M. Deterding; il exigea donc que la question fût à nouveau examinée et il déclara que les pétroliers ne pouvaient prétendre recevoir deux fois l'argent pour leur marchandise et que de la somme fixée pour les prix des réserves au profit des pétroliers, il convenait de déduire celle qui leur avait été versée sous garantie de la Banque d'Etat.

Passant à la question de l'utilisation de la part de 5 % qui aurait dû revenir à la Banque d'Azerbaïdjan, M. Kreitbosch déclara ce qui suit : « Attendu que la Banque d'Etat constitue une partie intégrante du Gouvernement, lequel a fait un mal incalculable à la Russie et à l'industrie du naphte en particulier, il est tout naturel qu'elle ne puisse prendre part à la répartition du fonds de 5 %. »

Cette déclaration du représentant de M. Deterding témoigne de l'ignorance dans laquelle il se trouve au sujet de l'activité du Gouvernement national d'Azerbaïdjan. Il apparaît qu'il confond la Banque d'Etat du Gouvernement d'Azerbaïdjan avec la Banque d'Etat soviétique et qu'aucune discussion à ce sujet n'a été soulevée à l'Assemblée. Il ne s'est trouvé personne parmi les membres de la Commission qui ait jugé opportun d'expliquer en toute conscience le malentendu et l'erreur commise par M. Kreitbosch. Bien plus, se basant sur la fausse déclaration dont elle avait sciemment connaissance de M. Kreitbosch, la Commission crut devoir suggérer que l'argent revenant à la Banque d'Etat devait être versé au profit de tous les pétroliers, proportionnellement à la participation de chacun d'eux... *Ce fait dépeint suffisamment les mœurs de MM. les pétroliers qui ont fait leur fortune en Azerbaïdjan, en même temps que la manière dont ils comprennent les aspirations du peuple azerbaïdjanien.* Cela du reste ne nous surprend pas... néanmoins la question se pose de savoir pourquoi M. Assadoulaev, ancien membre du Parlement d'Azerbaïdjan et ministre du Commerce dans l'un des Cabinets du Gouvernement national, dans celui-là même sauf erreur, qui eut à s'occuper des avances aux pétroliers, ne crut point faire preuve de sens moral et civique en attirant en son temps l'attention de la Commission technique qui avait caché le fait de l'hypothèque prise par la Banque d'Etat sur les réserves de naphte, sur l'indélicatesse d'une telle manœuvre. Pourquoi, disons-nous, sanctionna-t-il cette manœuvre en signant ledit rapport ?...

Pourquoi encore, ce même M. Assadoulaev ayant pris part à la réunion de la Commission technique pendant laquelle M. Kreitbosch, par ignorance, confondait le Gouvernement national d'Azerbaïdjan avec le Gouvernement soviétique, l'accusant de tous les maux qui s'étaient abattus sur la Russie



et sur les pétroliers, ne crut point devoir expliquer, sinon comme ancien député et ministre, tout au moins comme simple Azerbaïdjanien, à M. Kreibosch son erreur ? Comment ne pas défendre l'honneur et la dignité de son pays et de son Gouvernement contre lequel, serait-ce même à la suite d'une erreur, disons involontaire, une si grave accusation était formulée ?....

H. SABIT.

## En Azerbaïdjan

Le *Bakinski Rabotchi* (N° 16/3697 du 18 janvier 1932), organe du Comité central du Parti communiste d'Azerbaïdjan, reproduit un discours du Secrétaire dudit Comité central, M. Aga Soultanov, prononcé à la réunion de la XX<sup>e</sup> conférence du Parti à Bakou.

Analysant l'apparition de groupes d'opposition dans les rangs du parti communiste d'Azerbaïdjan, Aga Soultanov trouve que ces groupements, hostiles à la ligne générale du parti, s'appuient sur des bases nationalistes, et il lie leur activité avec le travail de l'émigration azerbaïdjanienne à l'étranger; il dit :

« L'organisation azerbaïdjanienne, appuyée efficacement par les masses travailleuses au cours de la dernière période a sapé les forces du parti moussavat et a liquidé les principales bandes de bandits armés (lire groupe de paysans insurgés) dans notre république; et l'on sait que ces bandes sont le meilleur soutien du « moussavatisme agonisant ».

Bien que cherchant une consolation dans la « liquidation des détachements d'insurgés » qui sont encore loin d'être liquidés, l'orateur n'en est pas moins obligé de constater que les moussavatistes mènent à l'étranger, contre les bolcheviks, « une lutte implacable ».

Après avoir fait cette constatation, il s'empresse aussitôt d'atténuer cette impression :

« Mais les moussavatistes viennent une fois encore d'être éprouvés. Les journaux *Bildirich*, *Azéri-Turk*, les revues mensuelles antibolchevistes, organes sous la rédaction de M. E. Rassoul-Zadé et *Yeni Turkestan*, organe de l'émigration turkestanienne paraissant à Stamboul ont été suspendus. »

Cette citation a besoin de quelques rectifications : tout d'abord le *Bildirich* n'était pas un organe mensuel, mais bien hebdomadaire et de plus, en dehors des organes déjà cités, la revue mensuelle *Odlou-Yourt* a également été interdite.

Les personnes bien informées savaient depuis longtemps déjà que la liquidation des organes moussavatistes de Stamboul entraînait dans le plan de la diplomatie moscovite. De nombreux articles du reste et d'aussi nombreux discours furent consacrés dans le passé à cette question et la revue *Prométhée* N° 60 de Paris le signala en son temps.

L'orateur officiel bolchevik du Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan a eu en vue vraisemblablement l'article de fond de *Prométhée*, tronquant les faits, selon l'usage bolchevik, escomptant produire son effet sur l'auditoire, il dit :

« Après la suspension de ces journaux ils ont eu (les moussavatistes)



l'audace d'écrire que « la haine et les menaces à l'adresse des moussavatistes de Stamboul est visible (au lieu de *était visible*) non seulement dans les articles de polémique parus dans les journaux communistes de Bakou et de Tiflis, mais aussi dans les meetings organisés par voie de choc dans les diverses villes de Transcaucasie, plus particulièrement à Bakou. »

Le camarade secrétaire, selon la coutume officielle, en tire les conclusions que la situation comporte, à sa manière, et il déclare : « Messieurs les moussavatistes ! les ouvriers et travailleurs d'Azerbaïdjan vous ont depuis longtemps oubliés ! »

Ces ouvriers et ces paysans, ajoute-t-il, n'en sont pas moins heureux d'apprendre que les moussavatistes ont été privés de leurs organes de presse, « *de ce seul moyen de lutte légale avec l'Azerbaïdjan soviétique* ».

En dépit du ton officiel et hautain du discours, le secrétaire du Comité central ne confirme pas moins l'importance, bien qu'indirectement, de la presse des émigrés. Il prétend même qu'au sein du parti, les ennemis de la ligne générale du parti se trouvent en étroit contact avec les nationalistes et « sous l'influence de la presse moussavatiste ».

Dans le discours dont nous parlons on lit ce qui suit : « ... Parlant de la lutte contre les différentes déviations de la ligne générale de notre parti, il ne faut pas oublier la lutte menée contre le nationalisme local, lequel se nourrit de l'idéologie de nos ennemis de classe et *des moussavatistes tout d'abord*. Il n'est un secret pour personne que l'organisation antisoviétique a entrepris de désagréger les rangs de notre parti. L'on peut en trouver confirmation dans le fait que *les moussavatistes observent chaque pas, chaque étape dans la vie et le développement du parti communiste d'Azerbaïdjan, s'efforçant de profiter de nos difficultés pour renforcer leur influence antisoviétique*. »

Comme exemple de nationalisme local, l'orateur rappelle les déclarations de certains communistes qui ont protesté contre l'envoi de brigades ouvrières au travail dans les champs de coton et parmi lesquelles l'on comptait quelques ouvriers russes. D'une manière générale, poursuit l'orateur, « toute une série de travailleurs responsables ont manifesté le désir de ne pas renforcer le lien et les directives unissant les ouvriers de Bakou à la campagne azerbaïdjaniennne. *En cela, voyez-vous, ils n'étaient pas sans avoir l'appui des moussavatistes*. »

Le fait même qu'on exige la libération de la campagne azerbaïdjaniennne de la tutelle des ouvriers de Bakou laisse voir aisément la protestation idéologique des intérêts nationaux-populaires azerbaïdjanienens contre l'exploitation des occupants colonisateurs de Moscou, car on sait que les ouvriers de Bakou, dans leur masse, se composent en majorité de Russes, alors que la campagne azerbaïdjaniennne, au point de vue des nationalistes, est composée en grande partie de Turks.

Suivant les dogmes orthodoxes de l'internationalisme communiste, l'orateur s'efforce de prouver que la tutelle de l'ouvrier à l'esprit international de Bakou sur la campagne azerbaïdjaniennne répond entièrement à toutes les règles de la ligne générale du parti. Il ne peut en aucune façon accepter les revendications des « ouklonistes » (déviateurs) qui exigent que les directives aux paysans turks soient données par des ouvriers turks. Non, « nous enverrons des ouvriers turks, russes et arméniens *et ce sera le meilleur moyen de répondre à l'agitation moussavatiste*. »

L'orateur essaie ensuite d'illustrer « le lien intérieur » qui existe entre





ces revendications et l'idéologie moussavatiste. Sous ce rapport, les lignes ci-dessous ne manquent point d'intérêt :

« Nous avons souvent dit à nos camarades déviateurs que leur lutte contre la ligne générale du parti est une manifestation de nationalisme local. Ce qui est à signaler c'est que, à ce moment de lutte contre les directives du Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan, les dissidents trouvaient un appui dans la presse moussavatiste. Les moussavatistes, en la personne de M. B. Mamed Zade Mamed Emin Rassoul Zade se réclamaient des devises employées par les dissidents, mots d'ordre dirigés contre les directives des Comités centraux de Bakou et du parti communiste contre la ligne générale du parti. »

Pour conclure, le camarade secrétaire fait appel aux membres du parti, les conviant à veiller sur les agissements des déviateurs tombés sous l'influence des ennemis de classe qui s'efforcent de jeter le trouble dans les rangs du parti léniniste.

C'est ainsi que cette fraction de camarades qui occupait des postes de commandement au sein de l'unique et seul parti communiste de Lénine et de Staline n'est, en réalité, laisse-t-on supposer, que l'émanation de ce même moussavatisme.

En présence d'une pareille analyse des événements par les communistes eux-mêmes, la déclaration de l'orateur alléguant que les « bolcheviks ont depuis longtemps cessé de s'intéresser aux moussavatistes » est loin d'être convaincante pour nous... Il est certain que l'interdiction de la presse des émigrés azerbaïdjanis à Stamboul les a sensiblement réjouis. Mais il est un autre fait qui ne manquera pas de les affliger encore, c'est l'apparition d'un nouvel organe azerbaïdjanien de presse à Berlin.

Ayant fait son discours le 15 janvier, Aga Soultanov ne pouvait évidemment pas encore savoir que le 10 de ce mois le journal *Istiklal* venait de paraître avec la même rédaction, avec le même programme que les organes azerbaïdjanis interdits à Stamboul.

AZERI.

---

## Le mouvement antibolchevik en Géorgie

---

*Un des chefs des guérillas en Géorgie qui a réussi tout récemment à passer la frontière donne les renseignements intéressants et précis qui suivent :*

*Au Caucase.* — Les révoltes populaires contre le pouvoir d'occupation russe n'ont jamais cessé depuis l'occupation des quatre Républiques du Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Circassie). Elles ont pris un caractère quasi-général et continu depuis 1929, date où la collectivisation a été instaurée parmi les paysans. Le dictateur Staline, ainsi qu'on le sait, a même été obligé, par une circulaire, d'interrompre temporairement au printemps de 1930 cette collectivisation au Caucase en raison de la gravité du mouvement.

*La collectivisation en Géorgie.* — En décembre dernier, Staline, une fois de plus, a dû intervenir, étant donné l'ampleur du mouvement populaire et a changé tous les chefs communistes en Géorgie, rejetant sur eux l'échec



de la collectivisation. En effet, les mesures qui avaient été prises en vue de cette collectivisation dépassent tout ce que l'on peut imaginer en cruauté. C'est ainsi que l'on prend aux paysans, petits propriétaires de génération en génération, leurs terres, leurs outils de travail, leurs bêtes de somme, tout ce qui, dans leur maison, peut représenter une valeur quelconque. Les paysans ainsi expropriés sont forcés d'entrer dans les « kolkhoz » (corporation collective) où ils travaillent en véritables esclaves, sous la surveillance de soi-disant brigadiers, en réalité agents du Guépéou. Les « kolkhoz » sont obligés de donner à l'Etat 40 % de leurs récoltes, au prix dérisoire fixé par l'Etat.

Malgré la violence dont on use envers eux, la plupart des paysans se refusent à entrer dans les « kolkhoz ». Dans ce cas, ils sont déclarés « koulaks », c'est-à-dire hors la loi, ce qui signifie qu'ils sont imposés pour une somme qui dépasse quelquefois la valeur de leurs biens. La persécution va même jusqu'à supprimer aux paysans, en cas de maladie, les soins médicaux — tous les médecins sont au service de l'Etat. Les « koulaks » sont également soumis au même règlement en ce qui concerne le genre et la quantité de produits à cultiver, ainsi que pour le pourcentage de leurs récoltes à donner à l'Etat. Ils n'ont le droit ni de vendre, ni d'acheter à leur gré : ils sont obligés de s'adresser aux coopératives d'Etat, lesquelles leur achètent leurs produits pour une somme infime tandis qu'elles les revendent avec un bénéfice usuraire.

Il suffit de donner ci-après deux exemples :

16 kilogrammes de blé sont achetés aux paysans 2 roubles 50 kopeks, alors que la livre de pain est vendue à ces mêmes paysans 50 kopeks.

Autre exemple : une peau de bœuf est achetée aux paysans 8 roubles ; on trouve dans cette peau environ 16 paires de « tsoughas » (chaussures utilisées par les paysans géorgiens) qui leur sont vendues à raison de 12 roubles la paire.

*Guérillas en Géorgie.* — La situation infernale créée en Géorgie par le pouvoir d'occupation exaspère la population des campagnes qui, spontanément et malgré les efforts des organisations nationales clandestines, s'insurge : ce sont alors de véritables guérillas en différents points du pays.

*Le mouvement des femmes géorgiennes.* — Il est intéressant de constater que l'initiative de ce mouvement a été prise par les femmes dans les provinces de Mingrélie, Abkhasie, et une partie de l'Iméréthie (Géorgie occidentale). Tantôt elles se rassemblent par centaines et parcourent les champs, prennent le bétail attelé et obligent les paysans à rentrer chez eux. Parfois, elles se portent en masse dans les bureaux des Soviets ou du Parti et demandent la dissolution des « kolkhoz », ce qu'elles obtiennent quelquefois. Ailleurs encore, elles s'emparent des coopératives et des « dépôts rouges » dans lesquels sont entreposées les récoltes arrachées aux paysans. Leur unique arme est un grand bâton. En Abkhasie, elles ont fait prisonnier le dictateur de cette province, Lakoba, lequel a été forcé de signer la libération de tous les prisonniers.

Ce mouvement mené par les femmes a, au début, surpris le pouvoir d'occupation, mais il a été réprimé avec une grande rigueur. Des combats ont eu lieu au cours desquels plusieurs femmes ont été tuées. Cent cinquante d'entre elles, considérées comme les instigatrices du mouvement, ont été emmenées à Tiflis et la moitié déportées dans l'Oural.

*Le mouvement des partisans en 1931.* — Le mouvement des partisans a marqué une recrudescence dans la province de Bortchalo située au Sud



de Tiflis. La cause immédiate de cette révolte est la suivante : au printemps de l'année dernière, les paysans, à l'encontre du plan quinquennal, avaient ensemencé leurs champs en blé. Les Soviets les ont obligés de labourer à nouveau pour ensemencer en coton. A la suite de cette révolte, une centaine de paysans ont été emprisonnés et trente ont été exécutés. A partir de ce moment, les partisans, au nombre de cinq cents, ont organisé la lutte et mené des combats contre un régiment d'infanterie, deux escadrons et une compagnie spéciale du Guépéou. Au cours de cette lutte, il y a eu des pertes des deux côtés. Quarante-cinq paysans paisibles, n'ayant pris aucune part à la lutte, ont été exécutés. Actuellement, les partisans se sont retirés dans les forêts et cent cinquante d'entre eux ont réussi à passer la frontière.

Le mouvement des partisans, après Bortchalo, s'est propagé dans les provinces de Chorapani, Tchiatouri, Mingrélie, Lechkoumi, Svanétie, Douchéti.

A la fin de mai 1931, le nombre des partisans à Chorapani et à Tchiatouri a atteint mille cinq cents, parmi lesquels les ouvriers des mines de manganèse. Des combats particulièrement acharnés ont eu lieu dans les provinces de Letchkoumi et de Svanétie; dans cette dernière province, les paysans ont même déclaré l'abolition du régime soviétique. Tiflis, effrayée, de ces événements, a envoyé sur place un régiment de cavalerie et un régiment spécial du Guépéou dénommé « Jaquette jaune » bien connu pour sa cruauté. Une vraie bataille a eu lieu, au mois de juin dernier, dans le village d'Orbéli où les forces militaires ont été vaincues. Les partisans ont perdu dix-huit hommes. Quatre-vingt communistes armés ont passé du côté des partisans avec lesquels ils ont fui dans les montagnes. Le pouvoir d'occupation s'est vu obligé d'entamer avec eux des pourparlers et on a envoyé de Tiflis, à cet effet, le chef du Guépéou de la Transcaucasie. Comme suite à ces pourparlers, une trêve a été décrétée et les paysans sont retournés chez eux sauf une centaine qui restent toujours dans les montagnes et continuent la lutte.

En Mingrélie, l'été dernier, environ sept cents partisans ont entrepris de détruire les « kolkhoz » et plusieurs rencontres avec des détachements soviétiques se sont produites. Au cours de ces combats, une rumeur a circulé qu'une descente étrangère venait par la Mer Noire à leur aide. Ils se sont emparés du petit port dénommé Anaklia, ainsi que de Tchouria et ont occupé pendant plusieurs jours une distance de 13 kilomètres du bord de la côte, ce qui, dans leur idée, devait faciliter le « débarquement des troupes alliées » ! Cette étrange rumeur a été colportée jusque dans la Géorgie orientale, notamment en Douchéti, où la population a aboli l'autorité des Soviets et s'est portée en masse, sous la conduite d'une jeune fille nommée « Mzékhalà », vers la capitale Tiflis. Les autorités soviétiques ont envoyé à leur rencontre des forces militaires qui les ont obligés de reculer. De grandes répressions ont suivi, ce qui a ravivé le mouvement des partisans qui, actuellement, se sont réfugiés dans les montagnes d'où ils descendent de temps à autre pour harceler les forces militaires.

Ce mouvement des partisans, qui ne cesse de se manifester, tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, n'est pas sans entraîner des victimes dont il est difficile de dire le nombre exact; mais pour l'année 1931, on compte plusieurs centaines d'exécutés et de déportés, parmi lesquels des enfants, et en Géorgie même environ six mille personnes emprisonnées.



## LA COSAQUIE LIBRE

Le centième numéro du journal bi-mensuel *Volnoïè Kazatchetsvo* (*La Cosaquie Libre*) vient de paraître. A cette occasion, il nous a paru utile de signaler ce jubilé dans les colonnes de notre revue *Prométhée* en tant que date qui fait époque non seulement dans la vie des Cosaques en général, mais encore dans le développement de l'idée de l'auto-détermination nationale. Si la lutte pour l'indépendance nationale de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan apparaît à chacun comme l'aspiration parfaitement naturelle des peuples non-russes vers l'établissement d'un Etat indépendant, l'idée de création d'un Etat indépendant cosaque dont le journal *Volnoïè Kazatchetsvo* est le porte-parole est pour beaucoup d'entre nous difficile à saisir. Cela s'explique du fait que la plupart, pour ne pas dire tous, sont habitués à considérer les Cosaques comme partie intimement liée au peuple russe et nous dirons même comme rempart de l'Etat russe. Il faut donc être reconnaissants à la Révolution russe qui a su faire disparaître de nombreuses conceptions auxquelles nous étions accoutumés et, tout particulièrement, celle ayant trait aux Cosaques, conception qui, si l'on s'en rapporte à l'histoire, ne saurait être sérieusement discutée.

Tout le mérite de *Volnoïè Kazatchetsvo* consiste en ce que cet organe prétend, conformément à l'idée des Cosaques qu'une formation nationale cosaque s'impose. De là cette déduction, parfaitement logique du droit des Cosaques à une existence indépendante de celle de l'Etat russe. Pour tout lecteur attentif du *Volnoïè Kazatchetsvo*, il apparaît que ledit organe base ce droit à l'indépendance non seulement sur un passé historique, mais sur l'existence effective d'un territoire cosaque très distinct et aussi, particularité qu'il est bon de souligner, sur la présence d'une psychologie individuelle, très différente de la psychologie des Russes.

L'on peut, à la rigueur, juger de l'étendue qui sépare la psychologie cosaque de celle des Russes par le fait que le Professeur cosaque « russe » Markov, partisan d'une Fédération avec la Russie, s'est trouvé dans l'obligation de dire que « si la Russie n'accorde pas aux Cosaques la Fédération demandée, lui, Markov, n'hésitera pas à défendre la cause de l'indépendance » (*Volnoïè Kazatchetsvo*, N° 98, p. 27).

Nous voudrions ici même, en présence de la déclaration de M. Markov, souligner le rôle du journal *Volnoïè Kazatchetsvo* : n'était l'appui que ledit organe prête constamment à l'idée d'une formation nationale cosaque, se différenciant au point de vue historique, économique et social des Russes, le Professeur Markov, collaborateur de MM. Kerenski et Milioukov, ne se serait point décidé à faire une déclaration d'un caractère si peu russe.

Le *Volnoïè Kazatchetsvo* se représente le futur Etat cosaque, la « Cosaquie », comme une Fédération de sept unités : Don, Kouban, Terek, Astrakhan, Yaïk (Oural), Orenbourg et territoire Kalmouk. Programme maximum, dit cet organe, laissant ainsi le champ libre au fur et à mesure que se dérouleront les événements à des modifications ultérieures.

Pour le moment, dans l'intérêt même des peuples assujettis à la Russie et luttant pour leur indépendance, le fait que la question d'un Etat cosaque indépendant a été posée acquiert une importance de premier plan. Du succès de cette idée dépend notre succès. Pour nous, Ukrainiens, Caucasiens, Turkestaniens, le fait d'avoir un allié dans la lutte pour l'idéal commun,



tendant à l'indépendance nationale, est un événement d'une grande portée. Les Cosaques de leur côté atteindront plus facilement leur but de création d'un Etat cosaque s'ils s'appuient sur l'amitié et l'aide des pays déjà cités.

Plus cette interdépendance des buts poursuivis par le *Volnoïe Kazatchetsvo* et le front de *Prométhée* sera clairement et amplement comprise de nous tous, Cosaques et partisans de *Prométhée*, et plus nous marcherons d'un pas assuré vers la conquête de nos droits sacrés d'où doit sortir notre indépendance nationale d'Etat.

Nous saluons donc chaleureusement le champion de l'idée de l'indépendance cosaque, le *Volnoïe Kazatchetsvo*.

M.

---

## CHRONIQUE

---

### AZERBAIDJAN

#### *Ouverture du XI<sup>e</sup> Congrès communiste*

Le 19 janvier dernier s'est ouvert à Bakou le XI<sup>e</sup> Congrès du parti communiste d'Azerbaïdjan; les travaux du Congrès se sont déroulés dans le palais de la culture turke. La salle était décorée de drapeaux, de pancartes portant les mots d'ordre suivants : « Transformer la Transcaucasie en base cotonnière de l'U.R.S.S. », « A bas les opportunistes de droite et de gauche », « Le plan quinquennal en quatre ans », « Vive la révolution mondiale prolétarienne ». Parmi les soixante-cinq délégués, on comptait deux femmes turkes. (*Zaria Vostaka*, 12 janvier 1932.)

#### *Tendances nationalistes dans le parti*

L'on observe des tendances nationalistes au sein du parti communiste. Des mots d'ordre qu'ils lancent, il ressort qu'il faut envoyer des communistes d'origine turke dans les campagnes d'Azerbaïdjan. Des arrestations en masse ont eu lieu. Les communistes arrêtés sont accusés de tendances nationalistes. (*Istiklal*, N° 4.)

#### *Les écoles en Azerbaïdjan*

D'après les journaux de Bakou, le *Kommunist* et le *Bakinski Rabotchi*, le nombre des écoles en Azerbaïdjan s'est sensiblement accru. Alors qu'en 1919 leur nombre était de 600, en 1931 il s'est élevé à 3.000. Le nombre d'élèves qui en 1919 était de 79.000 atteignait en 1931 le chiffre de 300.000. Le nombre des écoles supérieures, dites professionnelles, atteint le chiffre de 233 et celui des étudiants de 46.000. (*Istiklal*, N° 4.)

#### *L'exploitation du naphte*

La quantité de naphte extraite en 1931 n'a constitué que les 65 % du programme établi. Ce pourcentage s'exprime dans les rayons de la région de Bakou sous la forme suivante :

Balakhani, 54 %; Pouta, 31 %; Choubani, 60 %; pétrole Tchala, 32 %; Boutha, 53 %. (*Istiklal*, N° 4.)

---

Le Gérant : P. GIRAULT

---

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



E5114E  
1932